

FRIEDRICH ENGELS

**LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS
L'HISTOIRE**

LE RÔLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE¹

Appliquons maintenant notre théorie à l'histoire contemporaine de l'Allemagne et à sa pratique de la violence par le sang et par le fer. Nous y verrons avec évidence pourquoi la politique du sang et du fer devait réussir provisoirement et pourquoi elle doit nécessairement finir par faire faillite.

En 1815, le Congrès de Vienne avait, en trafiquant, partagé l'Europe d'une manière telle que l'incapacité totale des puissants et des hommes d'Etat apparaissait clairement devant le monde entier. La guerre générale des peuples contre Napoléon fut la réaction du sentiment national foulé aux pieds chez tous les peuples par Napoléon. En récompense, les princes et les diplomates du Congrès de Vienne piétinèrent ce sentiment national avec encore plus de mépris. La plus petite dynastie eut plus de valeur que le plus grand peuple. L'Allemagne et l'Italie furent à nouveau éparpillées en petits Etats, la Pologne fut démembrée pour la quatrième fois, la Hongrie demeura sous le joug. Et on ne peut même pas dire que les peuples subissaient une injustice : pourquoi s'étaient-ils laissés faire, et pourquoi avaient-ils salué en le tsar de Russie [*Alexandre I^{er}*. (N.R.)] leur libérateur ?

Mais cela ne pouvait durer. Depuis la fin du moyen âge, l'histoire travaille à constituer l'Europe sur la base de grands Etats nationaux. Seuls, des Etats de cet ordre sont l'organisation politique normale de la bourgeoisie européenne au pouvoir, et ils sont de même la condition indispensable pour l'établissement de la collaboration internationale harmonieuse entre les peuples, sans laquelle il ne peut y avoir de pouvoir du prolétariat. Pour assurer la paix internationale, il faut d'abord écarter toutes les frictions nationales évitables, il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez soi. Avec le développement du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et, ainsi, de la puissance de la bourgeoisie, le sentiment national s'élevait donc partout, les nations éparpillées et opprimées exigeaient leur unité et leur indépendance.

Partout en dehors de la France, la révolution de 1848 eut donc pour but autant la satisfaction des revendications nationales que celle des exigences de liberté. Mais, derrière la bourgeoisie d'emblée victorieuse, s'élevait partout déjà la figure menaçante du prolétariat, qui avait en réalité remporté la victoire, et poussait la bourgeoisie dans les bras des adversaires qui venaient d'être vaincus : de la réaction monarchique, bureaucratique, semi-féodale et militaire, à laquelle succomba la révolution de 1849. En Hongrie, où cela ne fut pas le cas, les Russes entrèrent et écrasèrent la révolution. Non content de cela, le tsar se rendit à Varsovie et s'y érigea en arbitre de l'Europe, et nomma Christian de Glücksburg, sa créature docile, à la succession du trône de Danemark. Il humilia la Prusse comme elle ne l'avait jamais été, en lui interdisant même les plus faibles désirs d'exploiter les tendances allemandes à l'unité, en la contraignant à restaurer la Diète fédérale² et à se soumettre à l'Autriche. Tout le résultat de la révolution, au premier coup d'œil, sembla donc être que la Prusse et l'Autriche étaient gouvernées selon une forme constitutionnelle, mais dans l'esprit ancien, et que le tsar régnait en maître sur l'Europe plus encore qu'auparavant.

Mais, en réalité, la révolution avait tiré rudement la bourgeoisie, même dans les pays démembrés, et en particulier en Allemagne, de la vieille routine dont elle avait reçu l'héritage. La bourgeoisie avait obtenu une participation, modeste toutefois, au pouvoir politique ; et tout succès politique de la bourgeoisie est mis à profit en un essor économique. La « folle année »,³ que l'on avait heureusement derrière soi, montrait à la bourgeoisie d'une manière palpable qu'elle devait maintenant en finir une fois pour toutes avec la léthargie et l'indolence d'autrefois. Par suite de la pluie d'or californienne et australienne⁴ et d'autres circonstances, il y eut une extension des relations du marché mondial et un essor des affaires comme il n'y en avait jamais eu auparavant ; il s'agissait d'y mettre la main et de s'y assurer une participation. Les débuts des grandes industries, qui prenaient naissance depuis 1830 et surtout depuis 1840 sur les bords du Rhin, en Saxe, en Silésie, à Berlin, et dans les villes isolées du Sud, furent désormais rapidement perfectionnés et élargis ; l'industrie à domicile des cantons s'étendit de plus en plus ; la construction des chemins de fer fut accélérée et, avec tout cela, l'accroissement énorme de l'émigration créa une ligne transatlantique allemande qui n'eut pas besoin de subventions. Plus que jamais auparavant, les commerçants allemands se fixèrent au-delà des mers sur toutes les places commerciales ; ils furent les intermédiaires d'une partie de plus en plus importante du commerce mondial et commencèrent peu à peu à négocier le placement non seulement des produits anglais, mais aussi des produits allemands.

Cependant, le provincialisme allemand, avec ses multiples législations différentes du commerce et des métiers, devait bientôt devenir une entrave insupportable à cette industrie, dont le niveau s'élevait énormément, et au commerce qui en dépendait. Tous les deux kilomètres un droit commercial différent, partout des conditions différentes dans l'exercice d'un même métier, et partout d'autres chicanes, des chausse-trapes bureaucratiques et fiscales, souvent encore des barrières de corporations contre lesquelles aucune concession ne prévalait ! Et avec tout cela les nombreuses législations locales diverses, les limitations du droit de séjour qui empêchaient les capitalistes de lancer en nombre suffisant les forces de travail disponibles sur les points où la terre, le charbon, la force hydraulique et d'autres ressources naturelles permettaient d'établir des entreprises industrielles ! La possibilité d'exploiter librement la force de travail massive du pays fut la première condition du développement industriel ; partout, cependant, où l'industriel patriote rassemblait des ouvriers attirés de toute part, la police et l'assistance publique s'opposaient à l'établissement des immigrants. Un droit civil allemand, l'entière liberté de domicile pour tous les citoyens de l'Empire, une législation industrielle et commerciale unique, ce n'étaient plus là les rêveries patriotiques d'étudiants exaltés, c'étaient désormais les conditions d'existence nécessaires de l'industrie.

En outre, dans chaque Etat, dans chaque petit Etat, autre monnaie, autres poids et autres mesures souvent de deux ou trois espèces dans le même Etat. Et de ces innombrables monnaies, mesures ou poids, pas un seul n'était reconnu sur le marché mondial. Est-il étonnant dès lors que des commerçants et des industriels, qui échangeaient sur le marché mondial et avaient à faire concurrence à des articles d'importations, dussent faire usage encore des monnaies, poids et mesures de l'étranger ; est-il étonnant que le fil de coton dût être dévidé en livres anglaises, les tissus de soie fabriqués au mètre, les comptes pour l'étranger établis en livres sterling, en dollars et en francs ? Et comment pouvait-on réaliser de grands établissements de crédit dans ces régions monétaires restreintes, ici avec des billets de banque en gulden, là en thalers prussiens, à côté en thalers-or, en thalers à « deux tiers », en marks-banque, en marks courants, à vingt, vingt-quatre gulden, avec les calculs, les fluctuations infinis du change ?

Et lorsque, enfin, l'on parvenait à surmonter tout cela, combien de forces n'étaient pas passées dans toutes ces frictions, combien de temps et d'argent n'avait-on pas perdu ! Et en Allemagne aussi, on commença enfin à se rendre compte qu'aujourd'hui, le temps, c'est de l'argent.

La jeune industrie allemande avait à faire ses preuves sur le marché mondial, elle ne pouvait grandir que par l'exportation. Il fallait pour cela qu'elle jouît à l'étranger de la protection du droit international. Le commerçant anglais, français ou américain pouvait se permettre plus encore au-dehors que chez lui. La légation de son pays intervenait pour lui, et, en cas de nécessité, quelques navires de guerre intervenaient aussi. Mais le commerçant allemand ! C'est tout au plus si dans le Levant, l'Autrichien pouvait compter sur sa légation, et encore ne l'aidait-elle pas beaucoup. Mais lorsqu'à l'étranger un commerçant prussien se plaignait à son ambassade d'une injustice dont il avait été victime, on lui répondait presque toujours : « C'est bien fait pour vous, qu'avez-vous à faire ici, pourquoi ne restez-vous pas gentiment chez vous ? » En outre, le ressortissant d'un petit Etat ne jouissait nulle part d'aucun droit. Où que l'on allât, les commerçants allemands se trouvaient sous une protection étrangère française, anglaise, américaine, ou ils s'étaient rapidement fait naturaliser dans leur patrie nouvelle. *[Remarque d'Engels au crayon dans la marge : « Weerth ». (N.R.)]* Et même si leur légation avait voulu s'employer pour eux, à quoi cela aurait-il servi ? Les consuls et les ambassadeurs allemands étaient traités outremer comme les décrotteurs de chaussures.

On voit par là comment les aspirations à une « patrie » unique avaient un arrière-plan très matériel. Ce n'était plus le *Drang* nébuleux de corporations d'étudiants rassemblées à leurs fêtes de la Wartburg⁵, « où le courage et la force flamboyaient dans les âmes allemandes », où, sur une mélodie française, on « entraînait le jeune homme au souffle de la tempête, à aller au combat et à la mort pour la patrie » *[Les deux citations sont tirées d'une poésie de Hinkel. (N.R.)]*, afin de restaurer la romantique souveraineté impériale du moyen âge ; où le jeune homme soufflant comme la tempête devenait sur ses vieux jours le valet tout à fait commun, piétiste et absolutiste, d'un prince. Ce n'était pas non plus l'appel à l'unité, qui s'était déjà fort rapproché de la terre, des avocats et autres idéologues bourgeois de la fête des libéraux de Hambach⁶, qui pensaient aimer la liberté et l'unité pour elles-mêmes, et ne se rendaient pas du tout compte que l'helvétisation de l'Allemagne en une République de petits cantons, à laquelle

aboutissait l'idéal des moins obscurs d'entre eux, était aussi impossible que l'Empire des étudiants. Non, c'était le désir du commerçant pratique et des industriels, émané de la nécessité immédiate des affaires, de balayer le fatras historique des petits Etats, qui contrariait le libre développement du commerce et de l'industrie, d'écarter tous les conflits superflus que l'homme d'affaires allemand devait d'abord vaincre chez lui s'il voulait pénétrer sur le marché mondial, et qui étaient épargnés à tous ses concurrents. L'unité allemande était devenue une nécessité économique. Et les gens qui l'exigeaient maintenant savaient ce qu'ils voulaient. Ils étaient formés dans le commerce et pour le commerce, ils s'y entendaient, et on pouvait traiter avec eux. Ils savaient que l'on doit exiger le prix fort, mais que l'on doit aussi le rabattre libéralement. Ils chantaient sur la patrie allemande, y compris la Styrie, le Tyrol et l'Autriche, « riche en honneur et en victoire » [Tiré de la poésie de E. M. Arndt *Des Deutschen Vaterland*. (N.R.)] et aussi :

« Von der Maas bis an die Memel,
« Von der Elsch bis an den Belt,
« Deutschland, Deutschland über alles,
« Über alles in der Welt »,

[Hoffmann von Fallersleben, *Lied der Deutschen*. (De la Meuse jusqu'à Memel, de l'Adige à la Baltique, Allemagne, Allemagne par-dessus tout, pardessus tout au monde. — N.R.)]

mais ils étaient prêts à consentir, sur cette patrie qui devait être toujours plus grande, un rabais considérable, vingt-cinq à trente pour cent, pour un paiement comptant. [Voir la poésie de E. M. Arndt *Des Deutschen Vaterland*. (N.R.)] Leur plan d'unité était établi, il était aussitôt praticable.

Mais l'unité allemande n'était pas une question purement allemande. Depuis la guerre de Trente ans⁷, aucune affaire publique allemande n'avait été décidée sans l'ingérence, très sensible, de l'étranger. [Remarque d'Engels dans la marge au crayon : « Traités de Westphalie et traité de Teschen ». (N.R.)] En 1740, Frédéric II avait fait la conquête de la Silésie avec l'aide des Français. En 1803, la France et la Russie avaient dicté mot à mot la réorganisation du Saint-Empire romain par la *Reichdeputationshauptschluss*⁸.

Napoléon avait ensuite organisé l'Allemagne à sa guise. Enfin, au Congrès de Vienne [Dans le manuscrit, on trouve cette remarque de la main d'Engels : « Allemagne-Pologne. » (N.R.)], elle avait été démembrée, par la Russie principalement, et, en second lieu, par l'Angleterre et la France, divisée en trente-six Etats et plus de deux cents parcelles de territoire grandes et petites, et les dynastes allemands, tout à fait comme au Parlement de Ratisbonne de 1802 à 1803⁹, y avaient loyalement aidé ; ils avaient encore empiré le démembrement. En outre, des morceaux détachés de l'Allemagne étaient attribués à des princes étrangers. Ainsi, l'Allemagne était non seulement impuissante et sans secours, mais, se consumant dans une discorde intérieure, elle était, du point de vue politique, militaire et même industriel, condamnée à la nullité. Pire encore, la France et la Russie, par des précédents répétés, s'étaient acquis le droit de démembrer l'Allemagne, de même que la France et l'Autriche s'arrogeaient celui de veiller à ce que l'Italie demeurât divisée. C'était ce droit prétendu que le tsar Nicolas avait fait valoir en 1850 lorsque, s'interdisant de la manière la plus grossière tout changement de Constitution, il exigea et obtint le rétablissement de la Diète fédérale, cette expression de l'impuissance de l'Allemagne.

L'unité de l'Allemagne devait donc être remportée non seulement contre les princes et autres ennemis de l'intérieur mais aussi contre l'étranger. Ou encore : avec l'aide de l'étranger. Mais qu'en était-il alors à l'étranger ?

En France, Louis Bonaparte s'était servi de la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière pour parvenir à la présidence avec l'aide des paysans, et au trône impérial avec l'aide de l'armée. Mais un nouvel empereur Napoléon, fait par l'armée entre les frontières de la France de 1815, c'était un non-sens mort-né. L'Empire napoléonien renaissant, cela voulait dire l'extension de la France jusqu'au Rhin, la réalisation du rêve ancestral du chauvinisme français. Mais tout d'abord, il ne pouvait être question du Rhin pour Bonaparte ; toute tentative en ce sens eût eu pour conséquence une coalition européenne contre la France. Au contraire, une occasion s'offrait d'augmenter la puissance de la France

et de procurer de nouveaux lauriers à l'armée par une guerre, menée en accord avec presque toute l'Europe, contre la Russie, qui avait profité de la période révolutionnaire de l'Europe occidentale pour s'attribuer en toute tranquillité les principautés du Danube et pour préparer une nouvelle guerre de conquête turque. L'Angleterre s'alliait à la France, l'Autriche leur était à toutes deux favorable, seule la Prusse héroïque baisait le knout russe, qui hier encore, l'avait châtiée, et demeurait envers la Russie dans une bienveillante neutralité. Mais ni l'Angleterre ni la France ne voulaient remporter une victoire sérieuse sur l'adversaire, et ainsi la guerre se termina par une très douce humiliation de la Russie et par une alliance russo-française contre l'Autriche. *[La guerre de Crimée fut une comédie colossale unique de malentendus, où l'on se demande à chaque scène nouvelle : à qui est-ce maintenant le tour d'être berné. Mais la comédie coûta d'incalculables trésors et largement un million de vies humaines. À peine la lutte était-elle en train que l'Autriche entra dans les principautés danubiennes ; les Russes se retirèrent devant elle. Ainsi, tant que l'Autriche demeura neutre, une guerre contre la Turquie aux frontières territoriales de la Russie était impossible. Mais on pouvait avoir l'Autriche pour alliée dans une guerre aux frontières russes, étant entendu que la guerre devait être conduite sérieusement en vue de restaurer la Pologne et de reculer d'une manière durable les frontières occidentales de la Russie. Alors, la Prusse, à travers laquelle la Russie a encore aujourd'hui toutes ses communications, aurait été obligée de marcher, la Russie aurait été bloquée sur terre comme sur mer, elle aurait dû rapidement succomber. Mais telle n'était pas l'intention des alliés. Au contraire, ils étaient heureux d'avoir écarté tout danger d'une guerre sérieuse. Palmerston conseilla de transporter le théâtre de la guerre en Crimée, ce que souhaitait la Russie, et Louis-Napoléon n'y consentit que trop volontiers. Là, la guerre ne pouvait que rester un semblant de guerre, et ainsi tous les participants principaux étaient satisfaits. Mais l'empereur Nicolas se mit dans la tête de mener sur ce théâtre une guerre sérieuse, et il oublia que ce qui était un terrain favorable pour un semblant de guerre ne l'était pas pour une guerre véritable. La force de la Russie dans la défensive — l'étendue énorme de son territoire peu peuplé, impraticable et pauvre en approvisionnement — se retourne contre elle dans une guerre offensive, et nulle part plus que dans la direction de la Crimée. Les steppes de la Russie du Sud, qui auraient dû être le tombeau des agresseurs, furent celui des armées russes que Nicolas lança les unes après les autres sur Sébastopol avec une stupide brutalité — les dernières au milieu de l'hiver. Et lorsque la dernière colonne, ramassée en hâte, à peine armée, misérablement entretenue, eut perdu en route les deux tiers de ses effectifs (des bataillons entiers succombèrent dans la tempête de neige), lorsque le reste de l'armée ne fut plus capable de chasser les ennemis du sol russe, la tête creuse de Nicolas s'affaissa pitoyablement et s'intoxiqua. De ce moment-là, la guerre redevint une guerre fictive et on marcha vers la conclusion de la paix.]*

La guerre de Crimée fit de la France la puissance dirigeante de l'Europe, elle fit de l'aventurier Louis-Napoléon le plus grand homme du jour, ce qui ne veut vraiment pas dire grand-chose. Mais la guerre de Crimée n'avait apporté à la France aucun accroissement de territoire ; elle portait par conséquent dans son sein une nouvelle guerre dans laquelle Louis-Napoléon devait satisfaire à sa vraie vocation d'« agrandisseur de l'Empire ». *[Engels emploie ici l'expression : « Mener des Reiches » qui faisait partie du titre que portaient les empereurs du Saint-Empire romain germanique au moyen âge. (N.R.)]* Cette nouvelle guerre fut mise en train, déjà au cours de la première, dès lors que la Sardaigne reçut la permission de se joindre à l'alliance occidentale comme satellite de l'Empire français, et spécialement comme l'avant-poste de celui-ci contre... l'Autriche ; la préparation de cette guerre fut poursuivie à la conclusion de la paix par l'entente de Louis-Napoléon avec la Russie¹⁰, à qui rien n'était plus agréable qu'un châtiement de l'Autriche.

Louis-Napoléon était maintenant l'idole de la bourgeoisie européenne. Non seulement, à cause de son « sauvetage de la société » au 2 décembre 1851, où il avait anéanti le pouvoir politique de la bourgeoisie, mais uniquement pour sauver le pouvoir social de celle-ci. Non seulement, parce qu'il avait montré comment, dans des conditions favorables, le suffrage universel peut être transformé en un instrument d'oppression des masses ; non seulement parce que, sous son règne, l'industrie, le commerce, et notamment la spéculation et la Bourse avaient pris un essor jusqu'alors inconnu ; mais avant tout parce que la bourgeoisie reconnaissait en lui le premier « grand homme d'Etat », qui était la chair de sa chair, le sang de son sang. Il était un parvenu, comme l'était aussi tout véritable bourgeois. « Blanchi dans toutes les eaux », conspirateur carbonaro en Italie, officier d'artillerie en Suisse, vagabond distingué et endetté, et agent de la police spéciale en Angleterre¹¹, mais toujours et partout

prétendant, il s'était préparé par un passé aventureux et par des compromissions morales dans tous les pays à devenir empereur des Français, directeur des destins de l'Europe. Ainsi, le bourgeois type, le bourgeois américain, se prépare à devenir millionnaire par une série de banqueroutes honorables et aussi frauduleuses. Comme empereur, il ne mit pas seulement la politique au service du profit capitaliste et de la spéculation boursière, mais il mena la politique elle-même d'après les principes de la Bourse des valeurs et il spécula sur le « principe des nationalités »¹². Le démembrement de l'Allemagne et de l'Italie avait été jusque-là un droit fondamental inaliénable de la politique française : Louis-Napoléon se mit aussitôt en devoir de vendre ce droit par morceaux contre de prétendues compensations. Il était prêt à aider l'Italie et l'Allemagne à mettre un terme à leur démembrement, étant entendu que l'Allemagne et l'Italie lui paieraient chaque pas vers l'unification nationale d'une cession de territoire. Ainsi, non seulement le chauvinisme français fut satisfait, non seulement l'Empire fut progressivement ramené à ses frontières de 1801¹³, mais la France apparut à nouveau comme la puissance spécifiquement éclairée et libératrice des peuples, et Louis-Napoléon comme le protecteur des nationalités opprimées. Alors toute la bourgeoisie éclairée et enthousiaste de nationalités (parce que vivement intéressée par la suppression de tout ce qui pouvait gêner les affaires sur le marché mondial), acclama unanimement cet esprit de libération universelle.

On commença en Italie. [*Remarque d'Engels, au crayon, dans la marge : « Orsini ». (N.R.)*] Depuis 1849, l'Autriche y dominait absolument et l'Autriche était alors le bouc émissaire de toute l'Europe. Les maigres résultats de la guerre de Crimée ne furent pas imputés à l'indécision des puissances occidentales qui n'avaient voulu qu'une guerre de parade, mais à la position indécise de l'Autriche, de qui personne n'était plus responsable que les puissances occidentales elles-mêmes. Mais la Russie avait été si offensée de la marche des Autrichiens sur le Pruth — remerciement de l'aide russe en Hongrie de 1849 (bien que cette marche sur le Pruth ait précisément sauvé la Russie), qu'elle voyait toutes les attaques contre l'Autriche avec plaisir. La Prusse ne comptait plus, elle fut déjà traitée *en canaille* [*En français dans le texte. (N.R.)*] au congrès de paix de Paris¹⁴. Ainsi, la guerre de libération de l'Italie « jusqu'à l'Adriatique » fut engagée au printemps de 1859 avec la collaboration de la Russie, et fut terminée dès l'été sur le Mincio. L'Autriche n'était pas rejetée de l'Italie, l'Italie n'était pas « libre jusqu'à l'Adriatique » et n'était pas unifiée, la Sardaigne s'était agrandie ; mais la France avait obtenu Nice et la Savoie, elle avait ainsi du côté de l'Italie ses frontières de 1801.

Mais les Italiens n'en étaient pas satisfaits. C'était alors la manufacture proprement dite qui dominait en Italie, la grande industrie était encore dans les langes. La classe ouvrière n'était pas encore, et de loin, généralement expropriée et prolétarisée ; dans les villes, elle possédait encore ses propres moyens de production, à la campagne le travail industriel était un profit secondaire pour de petits propriétaires terriens ou des fermiers. Par conséquent, l'énergie de la bourgeoisie n'était pas encore brisée par l'antagonisme d'un prolétariat moderne conscient. Et puisqu'il n'y avait division en Italie que par la domination étrangère de l'Autriche, sous la protection de laquelle les princes poussaient à l'extrême leur mauvais gouvernement, les nobles grands propriétaires fonciers et les masses populaires des villes étaient du côté des bourgeois, champions de l'indépendance nationale. Mais en 1859, on avait secoué la domination étrangère, excepté à Venise ; la France et la Russie empêcheraient à l'avenir toute ingérence de l'étranger ; personne ne la craignait plus. Et l'Italie avait en Garibaldi un héros de caractère antique, qui pouvait faire et qui fit des prodiges. Il renversa le royaume de Naples tout entier avec ses mille francs-tireurs, il fit en fait l'unité italienne, il déchira le tissu artificiel de la politique de Bonaparte. L'Italie était libre, elle était concrètement unifiée — non par les intrigues de Louis-Napoléon, mais par la révolution.

Depuis la guerre d'Italie, la politique extérieure du second Empire français n'était plus un secret pour personne. Les vainqueurs du grand Napoléon devaient être châtiés — mais *l'un après l'autre*. [*En français dans le texte. (N.R.)*] La Russie et l'Autriche avaient eu leur part, le prochain était la Prusse. Et la Prusse était plus méprisée que jamais ; sa politique au cours de la guerre d'Italie avait été lâche et pitoyable, comme au temps de la paix de Bâle, en 1795¹⁵. Avec la politique des « mains libres »¹⁶, elle en était venue à être isolée en Europe, à ce que ses voisins grands et petits se réjouissaient à l'idée du spectacle de la Prusse battue à plate couture, à ce que ses mains n'étaient plus libres que pour abandonner à la France la rive gauche du Rhin.

En fait, au cours des premières années qui suivirent 1859, la conviction s'était répandue partout, et nulle part plus que dans la région rhénane elle-même, que la rive gauche du Rhin devrait irrévocablement échoir en partage à la France. C'est une chose que l'on ne souhaitait pas précisément, mais on la voyait venir comme une inévitable fatalité, et il faut dire — faisons honneur à la vérité — on ne la craignait pas beaucoup non plus. Chez les paysans et chez les petits bourgeois revivaient les vieux souvenirs du temps français, qui avaient réellement apporté la liberté. Dans la bourgeoisie, l'aristocratie de la finance, surtout à Cologne, était déjà profondément engagée dans les tricheries du Crédit mobilier¹⁷ de Paris et d'autres compagnies d'escroquerie bonapartistes, et elle criait bien haut pour avoir l'annexion. [*Que cela ait été autrefois l'état d'esprit général en Rhénanie, Marx et moi nous en sommes suffisamment convaincus sur les lieux mêmes. Des industriels de la rive gauche rhénane me demandaient comment serait leur industrie sous le tarif douanier français, entre autres choses.*]

Et la perte de la rive gauche du Rhin, c'était l'affaiblissement non seulement de la Prusse, mais aussi de l'Allemagne. Et l'Allemagne était plus divisée que jamais. L'Autriche et la Prusse plus étrangère l'une à l'autre que jamais à cause de la neutralité prussienne dans la guerre d'Italie, la petite engeance des princes à demi craignant Louis-Napoléon, louchant de son côté et le désirant à demi comme protecteur d'une nouvelle Confédération du Rhin¹⁸, — telle était alors la situation de l'Allemagne officielle. Et cela à un moment où seules les forces conjuguées de la nation tout entière étaient en mesure de prévenir le démembrement du pays.

Mais comment unir les forces de toute la nation ? Trois voies restaient ouvertes, après l'échec des tentatives presque toutes nébuleuses de 1848, échec qui avait précisément dissipé beaucoup de nuages.

La première de ces voies était l'unification réelle du pays, réalisée en supprimant tous les Etats particuliers, la voie ouvertement révolutionnaire par conséquent. En Italie, cette voie venait de conduire au but : la dynastie de Savoie s'était rangée du côté de la révolution, et ainsi elle avait mis la couronne d'Italie dans sa poche. Mais nos Savoies allemands, les Hohenzollern, et même leurs Cavours à la Bismarck les plus audacieux étaient absolument incapables d'un acte de cette hardiesse. Le peuple aurait tout eu à faire lui-même, et dans une guerre pour la rive gauche du Rhin, il eût été bien en mesure de faire le nécessaire. L'inévitable retraite des Prussiens sur le Rhin, la guerre aux places fortes rhénanes, la trahison, alors certaine, des princes de l'Allemagne du Sud, pouvaient réussir à faire partir un mouvement national devant lequel tout le pouvoir des dynastes se fût évanoui. Et alors Louis-Napoléon eut été le premier à rengainer l'épée. Le second Empire ne pouvait avoir pour adversaire que des Etats réactionnaires, en face desquels il apparut en continuateur de la Révolution française, en libérateur des peuples. Contre un peuple lui-même en révolution, il était impuissant ; la révolution allemande victorieuse pouvait même donner une impulsion à la suite de laquelle l'Empire français tout entier s'écroulât. C'était là le cas le plus favorable ; dans le cas le plus défavorable, si les dynastes se rendaient maîtres du mouvement, on cérait temporairement la rive gauche du Rhin à la France, on montrait à tout le monde la trahison active ou passive des dynastes et on créait une crise dans laquelle il ne resterait pas d'autre issue à l'Allemagne que de faire la révolution, de chasser tous les princes, d'instituer la République allemande unique.

Où les choses en étaient, cette voie vers l'unification de l'Allemagne ne pouvait être suivie que si Louis-Napoléon commençait la guerre pour la frontière du Rhin. Cependant, cette guerre n'eut pas lieu, pour des raisons que nous exposerons bientôt. Mais ainsi la question de l'unification nationale cessa d'être une question urgente et vitale, qui devait être résolue du jour au lendemain, sous peine de ruine. Provisoirement, la nation pouvait attendre.

La deuxième voie était l'unification sous l'hégémonie de l'Autriche. En 1815, l'Autriche avait pleinement conservé la situation que lui avaient imposée les guerres napoléoniennes, celle d'un territoire compact et arrondi. Elle ne prétendait plus à ses possessions de l'Allemagne du Sud, autrefois détachées d'elle ; elle se contenta de l'adjonction de territoires anciens et nouveaux qui se laissaient ajuster géographiquement et stratégiquement au noyau restant de la monarchie. La séparation de l'Autriche du reste de l'Allemagne, commencée par les barrières douanières de Joseph II, aggravée par l'administration policière italienne de François I^{er} et parvenue au maximum par la dissolution de l'Empire d'Allemagne et de la Confédération du Rhin, demeura encore en fait en vigueur après 1815.

Metternich entoura son Etat du côté allemand d'une muraille de Chine véritable. Les douanes empêchaient d'entrer les produits matériels de l'Allemagne, la censure empêchait d'entrer ses produits spirituels, les chicanes de passeports les plus innommables limitaient au minimum le plus nécessaire les rapports personnels. A l'intérieur, un arbitraire absolutiste, unique même en Allemagne, assurait contre tout mouvement politique, même le plus faible. Ainsi, l'Autriche avait été absolument étrangère à tout le mouvement bourgeois libéral de l'Allemagne. Avec 1848, le mur de séparation moral tomba, en grande partie du moins ; mais les événements de cette année et leurs conséquences étaient peu propres à rapprocher l'Autriche du reste de l'Allemagne ; au contraire, l'Autriche se prévalait de plus en plus de sa position indépendante de grande puissance. Et ainsi, il arriva que, bien que les soldats autrichiens fussent aimés dans les forteresses fédérales¹⁹ alors que les Prussiens y étaient haïs et tournés en ridicule, bien que l'Autriche devînt de plus en plus populaire et de mieux en mieux vue dans tout le Sud et l'Ouest catholiques, personne ne pensait sérieusement à une unification de l'Allemagne sous la domination de l'Autriche, en dehors de quelques princes allemands petits ou moyens.

Comment aurait-il pu en être autrement ? L'Autriche elle-même n'avait rien voulu d'autre, bien qu'elle nourrit à l'écart des rêves impériaux romantiques. La frontière douanière autrichienne était, avec le temps, demeurée la seule séparation à l'intérieur de l'Allemagne et en était d'autant plus sensible. La politique indépendante de grande puissance était privée de sens si elle ne signifiait pas l'abandon des intérêts allemands en faveur des intérêts spécifiquement autrichiens, c'est-à-dire italiens, hongrois, etc. Après la révolution comme avant, l'Autriche demeurait l'Etat le plus réactionnaire de l'Allemagne, celui qui suivait le courant moderne le plus à contre-cœur et, en même temps, la dernière grande puissance spécifiquement catholique. Plus le gouvernement de Mars²⁰ tentait de restaurer l'ancien pouvoir des curés et des jésuites, plus l'hégémonie lui devenait impossible sur un pays aux deux tiers protestant. Et, finalement, une unification de l'Allemagne sous la domination autrichienne ne pouvait se faire qu'en démembrant la Prusse. Chose qui, en elle-même, ne serait pas un malheur pour l'Allemagne ; mais le démembrement de la Prusse par l'Autriche eût été tout aussi funeste que le serait le démembrement de l'Autriche par la Prusse avant le triomphe imminent de la révolution en Russie (après lequel il est superflu de démembrer l'Autriche : dès lors inutile, elle doit s'écrouler d'elle-même).

En bref, l'unité allemande sous l'aile de l'Autriche était un rêve romantique et elle se révéla comme telle lorsque les princes allemands petits et moyens se réunirent à Francfort en 1863 pour proclamer l'empereur Joseph d'Autriche empereur d'Allemagne. Le roi de Prusse [*Guillaume 1^{er}*. (N.R.)] se borna à ne pas venir et la comédie impériale tomba misérablement à l'eau.

Restait la troisième voie : l'unification sous la direction de la Prusse. Et celle-ci, puisqu'on l'a suivie en fait, nous fait redescendre du domaine, de la spéculation sur le terrain plus solide, bien qu'assez sordide, de la politique pratique, de la « politique réaliste ».²¹

Depuis Frédéric II, la Prusse vît dans l'Allemagne comme dans la Pologne un simple territoire de conquête, duquel on prend ce dont on peut s'emparer, mais duquel il va aussi de soi que l'on doit le partager avec d'autres. Le partage de l'Allemagne avec l'étranger — avec la France d'abord, — telle avait été la « mission allemande » de la Prusse depuis 1740. « *Je vais, je crois, jouer votre jeu ; si les as me viennent, nous partagerons* » [*En français dans le texte*. (N.R.)], telles étaient les paroles que prononça Frédéric en prenant congé des diplomates français lorsqu'il s'engagea dans sa première guerre.²² Fidèle à cette « mission allemande », la Prusse trahit l'Allemagne en 1795 à la paix de Bâle, elle consentit d'avance (traité du 24 août 1796), contre l'assurance d'un accroissement de territoire, à céder la rive gauche du Rhin à la France et elle encaissa aussi réellement, par la *Reichsdeputationshauptschluss*, édictée par la Russie et par la France, le salaire de la trahison de l'Empire. En 1805, elle trahit encore ses alliées, la Russie et l'Autriche, dès que Napoléon eut tendu le Hanovre — l'appât dans lequel elle mordait chaque fois, — mais elle se prit à sa propre et stupide ruse, de telle sorte qu'elle ne s'en mit pas moins en guerre contre Napoléon et reçut à Iéna le châtiement qu'elle méritait.²³ Frédéric-Guillaume III se ressentant encore de ces coups, voulut renoncer, même après les victoires de 1813 et 1814, à toutes les places extérieures de l'Ouest, se limiter à la possession de l'Allemagne du Nord et, comme l'Autriche, se retirer le plus possible de l'Allemagne, ce qui aurait fait de toute l'Allemagne occidentale une nouvelle Ligue rhénane sous la domination protectrice de la

Russie ou de la France. Le plan ne résista pas ; tout à fait contre la volonté du roi, la Westphalie et la Rhénanie lui furent imposées et il en résulta une nouvelle « mission allemande ».

C'en était maintenant provisoirement fini avec les annexions — l'achat de minimes lambeaux de territoire excepté. A l'intérieur reflorissait progressivement la vieille administration des junkers et des bureaucrates ; les promesses de Constitution, faites au peuple dans l'amère nécessité, furent brisées avec fermeté. Mais, dans tout cela, la bourgeoisie s'élevait sans cesse, même en Prusse, car sans industrie et sans commerce, l'arrogant Etat prussien lui-même était condamné à rester zéro. On dut faire des concessions économiques à la bourgeoisie, lentement, avec une résistance opiniâtre, à des doses homéopathiques. Et, d'un côté, ces concessions offraient la perspective d'étayer la « mission allemande » de la Prusse : de telle sorte que la Prusse, pour supprimer les frontières douanières étrangères entre ses deux moitiés, invita les Etats allemands limitrophes à l'union douanière. Ainsi naquit le *Zollverein*, à l'état de pieux désir jusqu'à 1830 (seule la Hesse-Darmstadt y était entrée), mais qui ensuite, le mouvement économique et politique s'étant accéléré, annexa bientôt économiquement à la Prusse la plus grande partie de l'Allemagne de l'intérieur. Les pays non prussiens du littoral demeurèrent en dehors jusqu'après 1848.

Le *Zollverein* était un grand succès pour la Prusse. Qu'il signifiât une victoire sur l'influence autrichienne, c'était là encore le moins. L'essentiel était qu'il mettait du côté de la Prusse toute la bourgeoisie des moyens et des petits Etats. La Saxe exceptée, il n'y avait pas un Etat allemand dont l'industrie s'était développée, même d'une manière approchante, autant que l'industrie prussienne ; et cela n'était pas dû seulement à des conditions naturelles et historiques, mais aussi à l'élargissement des frontières douanières et à l'extension consécutive du marché intérieur. Plus le *Zollverein* s'étendait et plus il admettait les petits Etats sur ce marché intérieur, plus les bourgeois nouveaux de ces Etats s'accoutumaient à regarder du côté de la Prusse ; comme vers leur suzeraine économique qui serait peut-être un jour leur suzeraine politique. Et les professeurs sifflaient comme les bourgeois chantaient. A Heidelberg, les élèves de Schlosser, Hauser et Gervinus, démontraient historiquement ce que les hégéliens construisaient philosophiquement à Berlin : que la Prusse était appelée à se mettre à la tête de l'Allemagne. On supposait naturellement que la Prusse transformerait tout son système politique, qu'elle satisferait aux prétentions des idéologues de la bourgeoisie. [*La Gazette rhénane discuta en 1842, de ce point de vue, la question de l'hégémonie prussienne. Gervinus me disait déjà dans l'été de 1843 à Ostende : la Prusse doit se mettre à la tête de l'Allemagne ; pour cela, il faut cependant trois choses : la Prusse doit donner une Constitution, elle doit donner la liberté de la presse, elle doit adopter une politique extérieure qui ait du relief.*]

Mais cela ne se fit pas en vertu de préférences spéciales pour l'Etat prussien, comme lorsque les bourgeois italiens acceptèrent le Piémont comme Etat directeur, après qu'il se fut ouvertement mis à la tête du mouvement national et constitutionnel. Non, cela se fit à contre-cœur, les bourgeois prirent la Prusse comme un moindre mal parce que l'Autriche les excluait de son marché, et parce que la Prusse, comparée à l'Autriche, conservait malgré tout un certain caractère bourgeois, ne fût-ce qu'à cause de sa ladrerie financière. La Prusse avait sur d'autres grands Etats l'avantage de deux bonnes institutions : le service militaire obligatoire et l'instruction obligatoire. Elle les avait introduites en des temps de misère désespérée et s'était contentée, pendant les jours meilleurs, de les débarrasser de ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux le cas échéant, en les appliquant avec négligence et en les défigurant à dessein. Mais ces institutions continuaient à exister sur le papier, et ainsi, la Prusse se réservait la possibilité de développer un jour l'énergie potentielle qui sommeille dans la masse du peuple à un degré qu'on ne pourrait attendre nulle part, à égalité numérique de population. La bourgeoisie s'accommodait de ces deux institutions ; le service militaire de ceux qui ne faisaient qu'un an, donc des fils de bourgeois, était, aux environs de 1840, aisé à supporter, et il était assez facile de le tourner par la corruption, d'autant plus que dans l'armée elle-même, l'on n'attachait alors que peu de valeur aux officiers de la *Landwehr*²⁴ recrutés dans les milieux de commerçants et d'industriels. Et le grand nombre de gens possédant une certaine somme de connaissances élémentaires qu'il y avait incontestablement en Prusse, souvenir du temps de l'école obligatoire, était au plus haut point utile à la bourgeoisie ; il finit même par devenir insuffisant avec les progrès de la grande industrie. [*A l'époque du Kulturkampf, des industriels rhénans se plaignaient encore à moi de ce qu'ils ne pouvaient faire d'excellents ouvriers des contremaîtres, faute de connaissances générales suffisantes. Cela était*

surtout le cas dans les régions qui étaient catholiques.] On se plaignait, dans la petite bourgeoisie, du coût élevé de ces deux institutions, qui se traduisait par de forts impôts [*Remarque d'Engels dans la marge* : « *Ecoles secondaires pour la bourgeoisie.* » (N.R.)] ; la bourgeoisie montante supputait que le prix, il est vrai fâcheux mais inévitable, qu'il faudrait mettre pour devenir une grande puissance, serait largement compensé par l'augmentation des profits.

Bref, les bourgeois allemands ne se faisaient aucune illusion sur l'amour dont la Prusse était digne. Si, depuis 1840, l'hégémonie prussienne jouissait auprès d'eux d'une estime de plus en plus grande, c'était seulement parce que dans la mesure où la bourgeoisie prussienne, par suite de son développement économique plus rapide, se mettait à la tête de la bourgeoisie allemande, économiquement et politiquement ; c'était parce que et dans la mesure où les Rotteck et les Welcker du Sud constitutionnel étaient éclipsés par les Camphausen, les Hansemann et les Milde du Nord prussien ; parce que les avocats et les professeurs étaient éclipsés par les commerçants et par les industriels. Et, en fait, on sentait chez les libéraux prussiens des années qui précédaient 1848 et surtout chez les libéraux rhénans, un tout autre souffle révolutionnaire que chez les libéraux de sous-préfecture du Sud²⁵. C'est alors que l'on composa les deux chants populaires politiques les meilleurs depuis le seizième siècle, le chant du bourgmestre Tschsch et celui de la baronne de Droste-Vischering, de la témérité desquels s'effraient aujourd'hui sur leurs vieux jours les mêmes gens qui chantaient en 1846 d'un air dégagé :

- « Hatte je ein Mensch so'n Pech
- « Wie der Bürgermeister Tschsch.
- « Dass er diesen dicken Mann
- « Auf zwei Schritt nicht treffen kann ! »

[A-t-on déjà vu déveine pareille. A celle de monsieur le Maire Tschsch. Ce gros homme ventru, quelle déveine. Il ne peut l'atteindre à deux pas ! (N.R.)]

Mais tout cela devait bientôt changer. Vinrent la Révolution de Février, les journées de Mars à Vienne et la Révolution du 18 mars à Berlin. La bourgeoisie avait vaincu sans combattre sérieusement, elle n'avait même pas voulu le combat sérieux lorsqu'il se présenta. Car elle, qui peu avant avait encore flirté avec le socialisme et avec le communisme de ce temps (en Rhénanie surtout), s'apercevait soudain maintenant qu'elle n'avait pas élevé seulement des travailleurs isolés, mais une *classe* travailleuse, un prolétariat encore à demi prisonnier du rêve, mais s'éveillant cependant progressivement, et révolutionnaire selon sa nature la plus intime. Et ce prolétariat, qui s'était battu partout pour la victoire de la bourgeoisie, posait déjà, en France surtout, des revendications qui étaient incompatibles avec l'existence de l'ordre bourgeois tout entier ; la première lutte grave entre ces deux classes se produisit à Paris le 23 juin 1848 ; après quatre jours de bataille, le prolétariat eut le dessous. A partir de ce moment-là, la masse de la bourgeoisie se rangea dans toute l'Europe du côté de la réaction ; elle s'allia avec les bureaucrates, les féodaux et les curés absolutistes qu'elle venait de renverser avec l'aide des travailleurs, contre les ennemis de la société, les mêmes ouvriers, précisément.

En Prusse, cela se produisit sous la forme suivante : la bourgeoisie laissa tomber les défenseurs qu'elle s'était choisis, et elle les vit disperser par le gouvernement, en novembre 1848²⁶, avec une joie manifeste ou secrète. Le ministère junker-bureaucrate, qui, de ce moment-là, se pavait en Prusse dans les dix années, dut sans doute gouverner sous une forme constitutionnelle, mais il s'en vengea par un système de chicanes et de vexations mesquines, inouïes jusqu'ici même en Prusse, sous lequel personne ne devait souffrir plus que la bourgeoisie. Mais celle-ci, repentante, était rentrée en elle-même, elle supportait humblement les coups de poing et les coups de pied qui pleuvaient, comme la punition de ses appétits révolutionnaires d'autrefois, elle apprenait maintenant petit à petit à penser ce qu'elle exprima plus tard : « Et puis vraiment, nous sommes des chiens ! »

Vint la régence. Pour prouver sa fidélité royaliste, Manteuffel avait fait entourer d'espions l'héritier du trône [*Prince Guillaume, par la suite empereur Guillaume I^{er}.* (N.R.)], comme aujourd'hui Puttkamer la rédaction du *Sozialdemokrat*²⁷. Lorsque l'héritier devint régent, Manteuffel fut naturellement écarté aussitôt d'un coup de pied et l'« ère nouvelle »²⁸ commença. Ce ne fut qu'un changement de décor. Le prince régent daigna permettre aux bourgeois de redevenir libéraux. Les bourgeois tout contents

profitèrent de cette permission, mais ils s'imaginèrent qu'ils tenaient désormais le gouvernail, que l'Etat prussien allait danser au son de leur fifre. Mais ce n'était pas du tout l'intention des « cercles compétents », comme on dit en style officieux. La réorganisation de l'armée devait être le prix duquel les bourgeois libéraux paieraient l'« ère nouvelle ». Le gouvernement n'exigeait là que l'exécution du service militaire obligatoire jusqu'au degré où il avait été en usage aux environs de 1816. Du point de vue de l'opposition libérale, on ne pouvait absolument rien dire là-contre qui n'eût heurté de front ses propres phrases sur la puissance de la Prusse et sur la mission allemande. Mais l'opposition libérale subordonnait son acceptation à la condition suivante : le temps de service légal de deux ans au maximum. En soi, cela était tout à fait rationnel, la question était de savoir si cette décision, on allait pouvoir l'extorquer au gouvernement, si la bourgeoisie libérale du pays était prête d'en répondre jusqu'au bout, sur ses biens et sur son sang. Le gouvernement était inflexible sur la question du service de trois ans, la Chambre voulait le service de deux ans ; le conflit éclata²⁹. Et, avec le conflit sur la question militaire, la politique extérieure joua encore une fois un rôle décisif dans la politique intérieure.

Nous avons vu comment la Prusse, par son attitude dans la guerre de Crimée et dans la guerre d'Italie, avait perdu tout ce qui lui restait de considération. Cette politique lamentable trouvait une excuse partielle dans le mauvais état de l'armée. Comme, avant 1848 déjà, on ne pouvait ni lever de nouveaux impôts ni contracter d'emprunts sans consentement des Etats, mais aussi comme on ne voulait pas convoquer les Etats pour cela, il n'y avait jamais assez d'argent pour l'armée et celle-ci tombait complètement en ruines sous des lésineries sans fin. L'esprit de parade et de discipline exagérée introduit sous Frédéric-Guillaume III fit le reste. On peut lire dans Waldersee, à quel point cette armée de parade se montra impuissante sur les champs de bataille danois en 1848. La mobilisation de 1850 fut un fiasco complet³⁰ ; il manquait de tout et ce qu'il y avait n'était la plupart du temps bon à rien. On y avait remédié maintenant, la Chambre ayant consenti des crédits ; l'armée avait secoué la routine ancienne, le service en campagne remplaçait, en grande partie du moins, l'esprit de parade. Mais la force de l'armée était la même qu'en 1820, tandis que les autres grandes puissances, la France surtout dont, précisément, le danger menaçait, avaient augmenté considérablement leur puissance militaire. Il existait pourtant en Prusse le service obligatoire ; tout Prussien était soldat sur le papier ; cependant, la population était passée de 10 millions $\frac{1}{2}$ en 1817 à 17 millions $\frac{3}{4}$ en 1858, et les cadres de l'armée ne suffisaient pas à incorporer et à former plus d'un tiers de ceux qui étaient bons pour le service. Le gouvernement exigeait maintenant un renforcement de l'armée qui correspondît presque exactement à l'augmentation de la population depuis 1817. Mais les mêmes députés libéraux qui exigeaient continuellement du gouvernement qu'il se mît à la tête de l'Allemagne, qu'il défendît la puissance de l'Allemagne à l'extérieur et lui rendît son prestige parmi les autres nations — les mêmes gens lésinaient, calculaient et ne voulaient rien consentir, si ce n'était sur la base du service de deux ans. Avaient-ils la force de faire exécuter leur volonté, à laquelle ils tenaient si opiniâtement ? Avaient-ils derrière eux le peuple, ou même seulement la bourgeoisie, prête à commencer l'attaque ?

Au contraire. La bourgeoisie applaudissait à leurs joutes oratoires contre Bismarck, mais, en réalité, elle organisait un mouvement qui était dirigé, en fait, bien qu'inconsciemment, contre la politique de la majorité prussienne. Les empiétements du Danemark dans la Constitution du Holstein, les violentes tentatives de danisation dans le Schleswig indignaient le bourgeois allemand ; être tracassé par les grandes puissances, cela, il en avait l'habitude ; mais recevoir des coups de pied du petit Danemark, voilà qui enflammait sa colère. On créa la Ligue nationale³¹ ; ce fut justement la bourgeoisie, celle des petits Etats qui constitua le gros de ses forces. Et la Ligue nationale, toute libérale qu'elle était, exigea avant tout l'unification de la nation sous la direction de la Prusse, d'une Prusse autant que possible libérale, de n'importe quelle au besoin. Qu'enfin l'on aille de l'avant, que l'on remédie à la position misérable des Allemands traités sur le marché mondial comme des hommes de seconde classe, que l'on châtie le Danemark, que l'on montre les dents aux grandes puissances dans le Schleswig-Holstein, c'était là ce que la Ligue nationale exigeait avant tout. Et ainsi, on pouvait exiger maintenant la direction prussienne sans les obscurités, sans les rêveries qui s'y attachaient encore jusqu'en 1850. On savait très bien que la direction prussienne signifiait que l'on rejetait l'Autriche de l'Allemagne, que l'on abolissait, en fait, la souveraineté des petits Etats et que l'on ne pouvait obtenir ces deux choses sans la guerre civile et sans la division de l'Allemagne. Mais on ne craignait plus la guerre civile, et la division n'était rien autre que le bilan de la fermeture de la frontière douanière avec l'Autriche.

L'industrie et le commerce de l'Allemagne avaient atteint un sommet, le réseau des maisons de commerce allemandes s'était si étendu, il était devenu si dense que l'on ne pouvait plus supporter le provincialisme à l'intérieur, l'absence de droit et de protection à l'extérieur. Et tandis que l'organisation politique la plus forte que la bourgeoisie eût jamais possédée leur votait en fait la défiance, les députés de Berlin marchandait sur le temps de service !

Telle était la situation lorsque Bismarck entreprit d'intervenir activement dans la politique extérieure.

Bismarck, c'est Louis-Napoléon, c'est l'aventurier français prétendant au trône traduit en junker prussien et en étudiant de corporation allemande. Tout à fait comme Louis-Napoléon, Bismarck est un homme qui a beaucoup d'esprit pratique et beaucoup de ruse, un homme d'affaires né et roué qui, en d'autres circonstances, eût disputé la place aux Vanderbilt et aux Jay Gould à la Bourse de New York, ainsi qu'il a bel et bien su mettre de côté ses petits profits personnels. Mais cet esprit très développé dans le domaine de la vie pratique s'accompagne souvent d'un horizon borné et en cela Bismarck l'emporte sur son prédécesseur français. Car celui-ci, malgré tout, s'était forgé lui-même ses « idées napoléoniennes »³² au cours de sa période de vagabondage — elles valaient ce qu'elles valaient — tandis que Bismarck, comme nous le verrons, ne réalisa jamais même la trace d'une idée politique à lui, il ne fit que combiner comme il faut les idées des autres. Mais cet horizon borné fut justement sa chance. Sans cela, il n'aurait jamais pu se représenter toute l'histoire universelle d'un point de vue spécifiquement prussien ; et s'il y avait eu un trou à cette conception du monde purement prussienne, par où la lumière du jour eût pu pénétrer, il manquait à toute sa mission et c'en était fait de sa gloire. Il est vrai que lorsqu'il eut rempli à sa manière sa mission particulière, qui lui était prescrite de l'intérieur, il se trouva au bout de son latin ; nous verrons à quels égarements le réduisirent son manque absolu d'idées rationnelles et l'incapacité dans laquelle il était de comprendre la situation historique qu'il avait engendrée lui-même.

Si, par son passé, Louis-Napoléon s'était accoutumé à ne pas observer beaucoup d'égards dans le choix de ses moyens, Bismarck apprit de l'histoire de la politique prussienne, de celle du grand électeur [*Frédéric-Guillaume. (N.R.)*] et de Frédéric II surtout, à procéder avec moins de scrupules encore ; il pouvait ce faisant conserver la noble conscience de rester fidèle à la tradition nationale. Son esprit des affaires lui apprit à repousser ses velléités de junker quand il le fallait ; lorsque cela ne paraissait plus nécessaire, elles ressortaient d'une manière aiguë ; mais c'était là un signe de décadence. Sa méthode politique était celle de l'étudiant de corporation : à la Chambre, il appliquait sans façons à la Constitution prussienne l'interprétation littérale et burlesque du *Bier-komment* par lequel, à la corporation, on se tire d'affaire en buvant ; toutes les innovations qu'il a introduites dans la diplomatie sont empruntées aux corporations d'étudiants. Mais s'il arriva souvent à Louis-Napoléon, en des moments décisifs, de n'être pas sûr de lui, comme au moment du coup d'Etat de 1851, où Morny dut lui faire positivement violence pour qu'il continuât ce qu'il avait commencé, ou, comme à la veille de la guerre de 1870, où son incertitude lui gâta toute la situation, on doit dire à la louange de Bismarck que cela ne lui est jamais arrivé. Sa force de volonté ne l'a jamais laissé en mauvaise posture ; mais plutôt, elle se transformait en franche brutalité. Et c'est ici avant tout qu'est le secret de ses succès. Les derniers vestiges d'énergie qu'elles avaient encore se sont si bien perdus dans les classes au pouvoir en Allemagne, chez les junkers comme chez les bourgeois, ne pas avoir de volonté est si bien passé dans les mœurs de l'Allemagne « cultivée » que le seul d'entre eux qui eût vraiment encore une volonté est devenu, par cela même, leur plus grand homme, le tyran qui règne sur eux tous, devant lequel « ils font le beau », comme ils disent eux-mêmes, au mépris de bon sens et de l'honnêteté élémentaires. Il est vrai qu'en Allemagne « non cultivée », on n'est pas encore là ; le peuple des travailleurs a montré qu'il avait une volonté de laquelle même la forte volonté de Bismarck n'a pas raison.

Notre junker de la Vieille Marche avait devant lui une brillante carrière, s'il avait seulement le courage et l'esprit d'entreprendre. Louis-Napoléon n'était-il pas devenu l'idole de la bourgeoisie justement parce qu'il avait dispersé son Parlement, mais augmenté ses profits ? Et Bismarck n'avait-il pas les mêmes talents d'homme d'affaires que les bourgeois admiraient tant chez le faux Bonaparte ? Ne se sentait-il pas attiré vers son Bleichröder comme Louis-Napoléon vers son Fould ? N'y avait-il pas en 1864 en Allemagne une contradiction entre les députés bourgeois à la Chambre, qui voulaient lésiner sur le temps de service, et les bourgeois de la Ligue nationale à l'extérieur, qui voulaient à tout prix des actes nationaux, des actes pour lesquels on a besoin de force militaire ? Contradiction toute semblable à

celle qu'il y avait en France en 1851 entre les bourgeois de la Chambre, qui voulaient tenir en bride le pouvoir du président, et les bourgeois qui, en dehors d'elle, voulaient la tranquillité et un gouvernement fort, qui voulaient la tranquillité à tout prix — contradiction que Louis-Napoléon avait résolue en dispersant les querelleurs du Parlement et en donnant la tranquillité à la masse des bourgeois ? En Allemagne, les choses n'offraient-elles pas plus de certitude pour un coup de main hardi ? La bourgeoisie n'avait-elle pas donné le plan de réorganisation tout prêt, et n'exigeait-elle pas elle-même bien haut un homme d'Etat prussien énergique, qui devait mener son plan à bien, exclure l'Autriche de l'Allemagne, unifier les petits Etats sous l'hégémonie de la Prusse ? Et si l'on devait malmenager la Constitution prussienne, si l'on devait écarter les idéologues comme ils le méritaient, à la Chambre et en dehors, ne pouvait-on pas, comme Louis-Bonaparte, s'appuyer sur le suffrage universel ? Que pouvait-il y avoir de plus démocratique que d'introduire le suffrage universel ? Louis-Napoléon n'avait-il pas démontré — en le traitant comme il fallait, — qu'il était absolument sans dangers ? Et le suffrage universel n'offrait-il pas justement le moyen d'en appeler aux grandes masses populaires, de flirter un peu avec le mouvement social renaissant, pour le cas où la bourgeoisie se montrerait récalcitrante ?

Il s'agissait d'entreprendre ; Bismarck entreprit. Il fallait renouveler le coup d'Etat de Louis-Napoléon, expliquer et rendre palpables à la bourgeoisie allemande les rapports de forces concrets, dissiper par la force ses illusions libérales, mais accomplir celles de ses exigences nationales qui coïncidaient avec les désirs de la Prusse. Ce fut d'abord le Schleswig-Holstein qui donna prise à l'affaire. Le terrain de la politique extérieure était préparé. Le tsar [*Alexandre II. (N.R.)*] était acquis par le métier de bourreau qu'avait fait Bismarck à son service, en 1863, contre les Polonais insurgés³³ ; Louis-Napoléon de même avait été travaillé et pouvait excuser par son cher « principe des nationalités » sa neutralité, sinon sa protection tacite à l'égard des plans de Bismarck ; en Angleterre, Palmerston était Premier Ministre, mais il n'avait mis le petit lord Russell aux Affaires étrangères que pour qu'il s'y rendît ridicule. L'Autriche, cependant, était la concurrente de la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne et, dans cette affaire, elle devait d'autant moins se laisser damer le pion par la Prusse que, en 1850 et en 1851, elle s'était conduite en fait, en Schleswig-Holstein, en huissier de l'empereur Nicolas, plus vulgairement encore que la Prusse elle-même. La situation était donc extrêmement favorable. Bismarck haïssait l'Autriche, et l'Autriche en revanche eût volontiers passé sa colère sur la Prusse, mais à la mort de Frédéric VII, ils ne pouvaient plus rien faire d'autre que de faire campagne ensemble contre le Danemark — avec la permission tacite de la Russie et de la France. Le succès était assuré d'avance, si l'Europe demeurait neutre ; ce fut le cas, les duchés furent conquis et cédés à la paix.³⁴

Dans cette guerre, la Prusse avait réalisé un objectif de second ordre, elle avait expérimenté devant l'ennemi son armée, qui avait été constituée depuis 1850 selon des principes nouveaux, qui avait été réorganisée et renforcée en 1860. Cette armée avait confirmé sa valeur au-delà de toute attente, et cela dans les situations de guerre les plus différentes. Le combat de Lyngby, dans le Jutland, où quatre-vingts Prussiens postés derrière une haie avaient mis en fuite, par la rapidité de leur feu, un nombre trois fois supérieur de Danois, prouva que le fusil à aiguille était très supérieur au fusil se chargeant par la bouche et que l'on savait comment s'en servir. En même temps, on eut l'occasion de remarquer que de la guerre d'Italie et de la manière de combattre des Français, les Autrichiens n'avaient retiré que cet enseignement : il ne sert à rien de tirer, le vrai soldat doit aussitôt charger l'ennemi à la baïonnette ; on en prit note, car on ne pouvait souhaiter de tactique ennemie plus à propos devant les bouches des fusils à chargement par la culasse. Et pour mettre les Autrichiens en mesure de s'en convaincre pratiquement aussitôt que possible, on mit en temps de paix les duchés sous la souveraineté commune de l'Autriche et de la Prusse, on créa, par conséquent, une situation purement provisoire qui devait engendrer conflit sur conflit, et faisait dépendre de Bismarck le moment où il voudrait utiliser l'un de ces conflits pour sa grande lutte contre l'Autriche. Etant donné la coutume de la politique prussienne, qui consiste, comme le dit M. Von Sybel, à « exploiter sans scrupules jusqu'à l'extrême » une situation favorable, il était naturel qu'on annexât 200 000 Danois du Schleswig du Nord sous prétexte de libérer des Allemands de l'oppression danoise. Mais celui qui s'en alla les mains vides, ce fut le candidat des petits Etats et de la bourgeoisie allemande au trône de Schleswig-Holstein, le duc d'Augustenburg.

Ainsi, dans les duchés, Bismarck avait fait ce que voulait la bourgeoisie allemande contre la volonté de la bourgeoisie allemande. Il avait chassé les Danois, il avait bravé l'étranger et l'étranger n'avait pas

bougé. Mais, aussitôt libérés, les duchés furent traités en pays conquis ; on ne leur demanda pas leur volonté, ils furent provisoirement partagés entre l'Autriche et la Prusse sans autre forme de procès. La Prusse était redevenue une grande puissance, elle n'était plus la cinquième roue du char européen. L'accomplissement des souhaits nationaux de la bourgeoisie était dans la meilleure voie, mais la voie choisie n'était pas la voie libérale de la bourgeoisie. Le conflit militaire prussien continua donc, et il devint même toujours plus insoluble. Le deuxième acte de l'action politique de Bismarck devait commencer.

La guerre du Danemark avait accompli une partie des aspirations nationales. Le Schleswig-Holstein était « libéré », le protocole de Varsovie et de Londres, dans lequel les grandes puissances avaient ratifié l'humiliation de l'Allemagne devant le Danemark³⁵, avait été déchiré ; on l'avait déchiré et on leur en avait jeté les morceaux aux pieds, et elles n'avaient pas bronché. L'Autriche et la Prusse étaient à nouveau ensemble, les troupes des deux puissances avaient vaincu les unes à côtés des autres, et aucun potentat ne pensait plus à toucher au territoire allemand. Les convoitises rhénanes de Louis-Napoléon, jusqu'ici repoussées à l'arrière-plan par d'autres occupations — la révolution italienne, le soulèvement polonais, les complications danoises, et, enfin, l'expédition du Mexique³⁶ —, n'avaient plus maintenant aucune chance de succès. Pour un homme d'Etat conservateur prussien, la situation mondiale était donc, à l'extérieur, tout à fait à souhait. Mais, jusqu'en 1871 et alors moins que jamais, Bismarck ne se montra jamais conservateur, et la bourgeoisie allemande ne fut pas du tout satisfaite.

Après comme avant, la bourgeoisie allemande se trouvait dans la contradiction habituelle. D'une part, elle exigeait le pouvoir politique exclusif pour elle-même, c'est-à-dire pour un ministère choisi dans la majorité libérale ; et un tel ministère aurait eu à mener une lutte de dix ans contre l'ancien système soutenu par la couronne jusqu'à ce que sa nouvelle puissance fut reconnue définitivement. Dix années par conséquent d'affaiblissement intérieur. Mais elle exigeait, d'autre part, une transformation révolutionnaire de l'Allemagne, qui ne pouvait être accomplie que par la violence, donc par une dictature effective. Et depuis 1848, à chaque moment décisif, la bourgeoisie avait coup sur coup donné la preuve qu'elle ne possédait pas même l'ombre de l'énergie nécessaire pour réaliser l'une ou l'autre chose, et encore moins les deux. En politique, il n'y a que deux puissances décisives : la force organisée de l'Etat, l'armée, et la force inorganisée, la force élémentaire des masses populaires. En 1848, la bourgeoisie avait désappris d'en appeler aux masses ; elle les craignait plus encore que l'absolutisme. Mais l'armée n'était nullement à sa disposition. Mais bien à la disposition de Bismarck.

Dans le conflit au sujet de la Constitution, qui n'était pas terminé, Bismarck avait combattu jusqu'à l'extrême les exigences parlementaires de la bourgeoisie. Mais il brûlait du désir de donner satisfaction à ses exigences nationales ; c'est qu'elles correspondaient aux souhaits les plus secrets de la politique prussienne. S'il exécutait encore une fois la volonté de la bourgeoisie contre elle-même, s'il réalisait l'unification de l'Allemagne, telle que la bourgeoisie l'avait formulée, le conflit était écarté de lui-même et Bismarck devait devenir l'idole des bourgeois autant que Louis-Napoléon, son modèle.

La bourgeoisie lui fournissait le but, Louis-Napoléon la voie ; l'exécution seule restait l'œuvre de Bismarck.

Pour mettre la Prusse à la tête de l'Allemagne, on ne devait pas seulement chasser violemment l'Autriche de la Ligue allemande³⁷, on devait soumettre aussi les petits Etats. La guerre « fraîche et joyeuse »³⁸ des Allemands contre les Allemands, tel avait été de tout temps dans la politique prussienne le meilleur procédé pour agrandir son territoire ; un brave Prussien n'avait pas à trembler là-devant. Le second procédé de prédilection de la politique prussienne, l'alliance avec l'étranger contre les Allemands, ne pouvait pas éveiller plus de scrupules. On avait dans sa poche le sentimental Alexandre de Russie. Louis-Napoléon n'avait jamais méconnu la mission piémontaise de la Prusse en Allemagne, et il était tout prêt à faire une petite affaire avec Bismarck. Quand il pouvait obtenir ce dont il avait besoin par une voie pacifique, sous forme de compensations, il le préférait. Il n'avait pas besoin non plus d'avoir la rive gauche du Rhin en une seule fois ; si on la lui donnait au détail, un morceau à chaque progrès nouveau de la Prusse, cela était moins choquant, et n'en conduisait pas moins au but. Aux yeux du chauvin français, un kilomètre carré sur le Rhin équivalait à Nice et à la Savoie. On négocia donc avec Louis-Napoléon, on obtint qu'il permît l'agrandissement de la Prusse et la constitution d'une Confédération de l'Allemagne du Nord³⁹. Il est hors de doute qu'on lui offrit pour

cela un morceau de territoire allemand sur le Rhin [*Remarque d'Engels, au crayon, dans la marge* : « *Ligne de partage : le Main* ». (N.R.)] ; pendant les pourparlers avec Govone, Bismarck parla de la Bavière et de la Hesse rhénane. Il l'a certes démenti plus tard. Mais un diplomate, prussien surtout, a ses propres idées sur les limites entre lesquelles on est autorisé et même obligé à faire à la vérité une douce violence. La vérité est demoiselle, elle doit aimer tout à fait ça, pense le junker. Louis-Napoléon n'était pas bête au point de permettre l'agrandissement de la Prusse sans que la Prusse ne lui promît de compensation ; Bleichröder eût plutôt prêté de l'argent sans intérêts. Mais il ne connaissait pas assez ses Prussiens et il finit par être dupe. Bref, après qu'on se fut assuré de lui, on s'allia avec l'Italie pour le « coup au cœur ».

Le philistin de divers pays s'est profondément indigné de cette expression. Tout à fait à tort, à *la guerre comme à la guerre*. [*En français dans le texte*. (N.R.)] Cette expression prouve simplement que Bismarck reconnaissait la guerre civile allemande de 1866⁴⁰ pour ce qu'elle était, c'est-à-dire pour une *révolution*, et qu'il était prêt à mener cette révolution à bonne fin par des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit. Sa manière d'agir contre la Diète fédérale était révolutionnaire. Au lieu de se soumettre à la décision constitutionnelle des magistrats de la Diète, il leur reprocha d'avoir violé la confédération — pur subterfuge, — il brisa celle-ci, proclama une Constitution nouvelle avec un Reichstag élu au suffrage universel révolutionnaire, il chassa enfin la Diète de Francfort⁴¹. En Haute-Silésie, il organisa une légion hongroise sous le commandement du général Klapka et d'autres officiers de la révolution, dont les troupes, composées de déserteurs hongrois et de prisonniers de guerre, durent faire la guerre à leurs généraux légitimes. [*Remarque d'Engels, au crayon, dans la marge* : « *Eid* », *serment*. (N.R.)] Après la conquête de la Bohême, Bismarck adressa une proclamation « Aux habitants du glorieux royaume de Bohême », dont le contenu frappait rudement à la face les traditions légitimistes. A la paix, il s'empara pour la Prusse de toutes les possessions de trois princes fédéraux allemands et d'une ville libre [*Le royaume de Hanovre, le grand électorat de Hesse-Cassel, le duché de Nassau et la ville libre Francfort-sur-le-Main*. (N.R.)], sans que cette expulsion des princes, qui n'étaient pas moins de « droit divin » que le roi de Prusse, incommodât sa conscience chrétienne et légitimiste. Bref, ce fut une révolution complète, accomplie avec des moyens révolutionnaires. Nous sommes naturellement les derniers à lui en faire un reproche. Ce que nous lui reprochons, c'est au contraire de n'avoir pas été assez révolutionnaire, de n'avoir été qu'un révolutionnaire prussien voulant faire la révolution par en haut, d'avoir commencé toute sa révolution sur une plate-forme sur laquelle il ne pouvait faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté, une fois sur le chemin des annexions, de quatre misérables petits Etats.

Mais, maintenant, Napoléon-le-Petit arrivait en clopinant et il réclamait sa récompense. Pendant la guerre, il aurait pu prendre ce qui lui plaisait sur le Rhin ; non seulement le pays, mais aussi les places fortes étaient découverts. Il temporisa ; il attendait une guerre de longue durée, qui eût affaibli les deux parties — et voilà qu'arrivaient ces coups rapides, la défaite de l'Autriche en moins de huit jours. Il exigea d'abord, — ce que Bismarck avait désigné au général Govone comme territoire possible de compensation — la Bavière et la Hesse rhénane avec Mayence. Mais cela, Bismarck ne pouvait plus le donner maintenant, même quand il l'eût voulu. Les puissants succès de la guerre lui avaient imposé d'autres obligations. A l'instant où la Prusse se posait en appui et en protectrice de l'Allemagne, elle ne pouvait plus vendre à l'étranger la clef du Rhin moyen, Mayence. Bismarck refusa. Louis-Napoléon consentit à traiter ; il ne réclama plus que Luxembourg, Landau, Sarrelouis et le bassin houiller de Sarrebruck. Mais cela non plus. Bismarck ne pouvait pas le céder, d'autant moins qu'on réclamait, ici aussi, du territoire prussien. Pourquoi Louis-Napoléon ne s'en était-il pas emparé lui-même, au bon moment, lorsque les Prussiens étaient engagés en Bohême ? Bref, il ne restait rien des compensations de la France, Bismarck savait que cela signifiait une guerre ultérieure avec la France ; mais c'était justement ce qu'il voulait.

A la conclusion de la paix, la Prusse utilisa cette fois la situation favorable avec plus de scrupules qu'elle le faisait d'habitude en cas de succès. Et pour de bonnes raisons. La Saxe et la Hesse-Darmstadt furent intégrées à la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, et furent épargnées, pour cette raison déjà. La Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade devaient être traités avec modération, car Bismarck devait conclure avec eux des accords défensifs et offensifs secrets. Et l'Autriche — Bismarck ne lui avait-il pas rendu service en tranchant les complications, traditionnelles

qui la liaient à l'Allemagne et à l'Italie ? Ne lui avait-il pas procuré maintenant la position de grande puissance indépendante qu'elle désirait depuis si longtemps ? N'avait-il pas en fait mieux su que l'Autriche elle-même ce qui la servait lorsqu'il la vainquit en Bohême ? L'Autriche ne devait-elle pas comprendre, si l'on s'y prenait bien, que la situation géographique, la limitation réciproque des deux pays faisaient de l'Allemagne unifiée sous la direction de la Prusse son alliée nécessaire et naturelle ?

Il advint ainsi que la Prusse, pour la première fois depuis qu'elle existe, put s'entourer de l'éclat de la générosité, ayant, à la foire diplomatique, décroché le jambon à coups de saucisses.

L'Autriche ne fut pas seule à être battue sur les champs de bataille de Bohême, la bourgeoisie allemande le fut aussi. Bismarck lui avait démontré qu'il savait mieux qu'elle-même ce qui lui était profitable. Il ne fallait pas penser à continuer le conflit du côté de la Chambre. Les prétentions libérales de la bourgeoisie étaient enterrées pour longtemps, mais ses exigences nationales s'accomplissaient chaque jour de plus en plus. Bismarck réalisait son programme national avec une rapidité et avec une précision qui l'étonnaient elle-même. Et, après lui avoir démontré palpablement, *in corpore vili*, dans son corps pitoyable, sa veulerie, son manque d'énergie et ainsi son incapacité totale à remplir son propre programme, il faisait le généreux avec elle aussi et il venait devant la Chambre, effectivement désarmée maintenant, pour demander un bill d'indemnité pour le gouvernement de conflit, qui avait procédé anticonstitutionnellement. Touché jusqu'aux larmes, la Chambre accorda le bill désormais inoffensif⁴².

Cependant, on rappelait quand même à la bourgeoisie qu'elle aussi avait été vaincue à Sadowa⁴³. La Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord fut taillée sur le patron de la Constitution prussienne⁴⁴ authentiquement interprétée par le conflit. Il fut interdit de refuser l'impôt. Le chancelier fédéral et ses ministres furent nommés par le roi de Prusse, indépendamment de toute majorité parlementaire. L'indépendance de l'armée à l'égard du Parlement, assurée par le conflit fut retenue devant le Reichstag. Mais, au moins, les députés de ce Reichstag avaient la haute conscience d'avoir été élus par le suffrage universel. Chose qui leur était rappelée encore, d'une manière désagréable certes, par la vue de deux socialistes [*A. Bebel et W. Liebknecht. (N.R.)*] qui siégeaient parmi eux. Ce fut la première fois qu'apparurent dans une assemblée parlementaire des députés socialistes, représentants du prolétariat. C'était un menaçant présage de malheurs.

Tout cela ne prêtait pas immédiatement à conséquence. Il s'agissait maintenant d'achever et d'exploiter la nouvelle unité de l'Empire, dans l'intérêt de la bourgeoisie, du moins celle du Nord, et d'attirer aussi par là dans la Confédération nouvelle les bourgeois de l'Allemagne du Sud eux aussi. La Constitution de la Confédération soustrayait les rapports économiques les plus importants à la législation des petits Etats et en assignait la réglementation à la Confédération : droit civil commun et liberté de circulation sur tout le territoire de la Confédération, droit de domicile, législation sur les métiers, sur le commerce, les douanes, la navigation, la monnaie, les poids et mesures, les chemins de fer, les canaux, les postes et télégraphes, les patentes, les banques ; toute la politique extérieure, les consulats, la protection du commerce à l'étranger, la police médicale, le droit pénal, la procédure, etc. La plupart de ces choses furent désormais rapidement réglées, par des lois, et d'une manière toute libérale. Et ainsi les pires abus du provincialisme furent enfin écartés (enfin !), ces excès qui encombraient plus que n'importe quoi la route de l'évolution capitaliste d'une part, et des appétits de domination prussiens d'autre part. Mais cela n'était pas une conquête historique, comme le claironnait le bourgeois qui maintenant devenait chauvin ; c'était une imitation très, très tardive et très incomplète de ce qu'avait déjà fait la Révolution française soixante-dix ans auparavant, et de ce que tous les autres Etats civilisés avaient adopté chez eux depuis longtemps. Au lieu de s'en vanter, on aurait dû avoir honte de ce que l'Allemagne « très cultivée » y arrivait la toute dernière.

Pendant toute cette période de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck alla de bon cœur au-devant de la bourgeoisie sur le terrain économique, et, lorsqu'on envisagea les questions de pouvoirs parlementaires, il ne montra sa main de fer que sous un gant de velours. Ce fut sa meilleure période ; on put douter par-ci par-là de son étroitesse d'esprit spécifiquement prussienne, de son incapacité à comprendre qu'il y a, dans l'histoire universelle, encore d'autres puissances, plus fortes, que les armées et les intrigues de diplomates qui s'appuient sur elles.

Que la paix avec l'Autriche portât en elle la guerre avec la France, non seulement Bismarck le savait, mais aussi, il le voulait. Cette guerre devait justement offrir le moyen de réaliser l'Empire prusso-allemand dont la bourgeoisie d'Allemagne lui donnait l'idée. *[Avant la guerre autrichienne déjà, interpellé par un ministre d'Etat moyen sur sa politique allemande démagogique, Bismarck lui répondit que, en dépit de tous les discours, il rejeterait l'Autriche de l'Allemagne et briserait la Confédération : — Et les Etats moyens, croyez-vous qu'ils y assisteront tranquillement ? — Vous, les Etats moyens, vous ne ferez rien du tout. — Et que feront les Allemands ? — Je les mène ensuite à Paris et là, je les unis. (Raconté à Paris avant la guerre d'Autriche par le ministre dont il est question et publié au cours de cette guerre dans le Manchester Guardian² par sa correspondante parisienne Mrs Crawford).]* Les tentatives faites pour transformer progressivement le Parlement douanier⁴⁶ en Reichstag et pour incorporer ainsi peu à peu les Etats du Sud à la Confédération du Nord échouèrent lorsque les députés de ces Etats crièrent bien haut : « Pas d'extension de compétence. » L'état d'esprit des gouvernements qui venaient d'être vaincus sur le champ de bataille n'était pas plus favorable. Seule, une preuve nouvelle, palpable, de ce que la Prusse était trop puissante pour eux, mais qu'elle était assez puissante aussi pour les protéger — seule, par conséquent, une guerre nouvelle, une guerre allemande faite par toute l'Allemagne, pouvait amener rapidement le moment de la capitulation. Et puis la ligne de séparation du Main⁴⁷, qui avait été secrètement convenue auparavant entre Bismarck et Louis-Napoléon, parut cependant être imposée à la Prusse par ce dernier après la victoire ; l'unification avec l'Allemagne du Sud constituait donc une violation du droit reconnu cette fois formellement à la France de diviser l'Allemagne, c'était un cas de guerre.

Entre-temps, Louis-Napoléon était obligé de chercher s'il ne trouverait pas un morceau de territoire quelque part à la frontière allemande, qu'il empocherait en compensation de Sadowa. A la réorganisation de la Confédération de l'Allemagne du Nord, on avait laissé de côté le Luxembourg ; c'était maintenant un Etat qui entretenait des rapports personnels avec la Hollande, mais qui, autrement, était complètement indépendant. Au surplus, il était à peu près aussi francisé que l'Alsace, et il inclinait décidément beaucoup plus vers la France que vers la Prusse, qu'il haïssait positivement.

Le Luxembourg est un exemple frappant de ce que la misère politique de l'Allemagne depuis le moyen âge a fait des régions frontières franco-allemandes, exemple d'autant plus frappant que, jusqu'en 1866, le Luxembourg a appartenu, nominalement à l'Allemagne. Composé jusqu'en 1830 d'une partie allemande et d'une partie française, tôt déjà, la partie allemande avait subi l'influence de la supériorité de la civilisation française. Les empereurs allemands de la maison de Luxembourg étaient français de langue et d'éducation. Depuis son incorporation au duché de Bourgogne (1440), le Luxembourg ne demeurait, comme le reste des Pays-Bas, qu'en rapport nominal avec l'Allemagne ; son admission dans la Confédération germanique en 1815 n'y changea rien non plus. Après 1830, la partie française et un beau morceau de la partie allemande échurent à la Belgique. Mais dans le reste du Luxembourg allemand tout demeurait sur un pied français : les tribunaux, les magistrats, la Chambre, tout le monde traitait en français, tous les actes publics et privés, tous les livres de commerce étaient rédigés en français, toutes les écoles moyennes enseignaient en français, la langue cultivée était et demeurait le français — naturellement un français qui geignait et haletait sous le fardeau de la prononciation haute-allemande. Bref, on parlait deux langues au Luxembourg : un dialecte populaire rhénan et le français ; mais le haut-allemand demeurait un langage étranger. La garnison prussienne de la capitale aggravait plutôt la situation qu'elle ne l'améliorait. C'est assez humiliant pour l'Allemagne, mais c'est vrai. Et cette francisation consentie du Luxembourg met sous leur vrai jour les mêmes processus en Alsace et en Lorraine allemande.

Le roi de Hollande [*Guillaume III. (N.R.)*], duc souverain de Luxembourg, savait très bien faire valoir son argent et il se montrait disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon. Les Luxembourgeois eussent consenti sans réserve à être incorporés à la France — témoin leur attitude dans la guerre de 1870. Du point de vue du droit international, la Prusse ne pouvait rien y objecter, puisqu'elle avait provoqué elle-même l'exclusion du Luxembourg de l'Allemagne. Ses troupes séjournaient dans la capitale comme garnison d'une place forte fédérale allemande ; dès que Luxembourg cessa d'être une place forte fédérale, elles n'eurent plus raison de s'y trouver. Mais pourquoi ne rentrèrent-elles pas dans leurs foyers, pourquoi Bismarck ne put-il consentir à l'annexion ?

Simplement parce que les contradictions en lesquelles il s'était embrouillé apparaissaient à la lumière du jour. *Avant* 1866, l'Allemagne était encore pour la Prusse un pur territoire d'annexion que l'on devait se partager avec l'étranger. *Après* 1866, l'Allemagne était devenue un *protectorat prussien*, que l'on devait défendre des griffes de l'étranger. Il est vrai qu'on avait, pour des raisons prussiennes, exclu de la nouvelle Allemagne des parties entières de l'Allemagne. Mais le droit de la nation allemande à l'intégralité de son propre territoire imposait maintenant à la couronne de Prusse le devoir d'empêcher l'incorporation de ces territoires de l'ancienne confédération à des Etats étrangers, de leur laisser ouvert, pour l'avenir, l'*Anschluss* avec le nouvel Etat prusso-allemand. C'est pour cette raison que l'Italie était arrêtée à la frontière tyrolienne⁴⁸, c'est pour cette raison que le Luxembourg ne devait plus passer maintenant à Louis-Napoléon. Un gouvernement réellement révolutionnaire pouvait le proclamer ouvertement. Non point cependant le révolutionnaire prussien à la royale, qui avait fini par réussir à transformer l'Allemagne en un « concept géographique »⁴⁹ à la Metternich. Du point de vue du droit international, il s'était mis lui-même dans son tort et il ne pouvait s'en sortir que par sa chère interprétation de taverne d'étudiants du droit international.

S'il n'en fut pas carrément couvert de ridicule, ce fut seulement parce que Louis-Napoléon, au printemps de 1867, n'était pas encore prêt pour une grande guerre. On se mit d'accord à la conférence de Londres. Les Prussiens évacuèrent le Luxembourg ; la place forte fut démolie, le duché fut déclaré neutre⁵⁰. La guerre fut encore ajournée.

Louis-Napoléon ne pouvait pas ne pas s'en inquiéter. L'accroissement de puissance de la Prusse, il l'accepterait très volontiers dès qu'il obtiendrait sur le Rhin les compensations correspondantes. Il voulait se contenter de peu ; il avait encore rabattu sur ces modestes prétentions, mais il n'avait rien obtenu du tout, il était complètement dupé. Mais un Empire bonapartiste n'était possible en France que s'il repoussait progressivement la frontière jusqu'au Rhin et si la France demeurait — en réalité ou même en imagination — l'arbitre de l'Europe. On n'avait pas réussi à élargir la frontière, la position d'arbitre de la France était déjà menacée, la presse bonapartiste criait à la revanche de Sadowa ; si Louis-Napoléon voulait assurer son trône, il devait rester fidèle à son rôle et prendre par la violence ce qu'il n'avait obtenu par la douceur, malgré tous les services qu'il avait rendus.

Des deux côtés, par conséquent, active préparation à la guerre, tant diplomatique que militaire. Et c'est alors que se produisit l'événement diplomatique suivant :

L'Espagne cherchait un candidat au trône. En mars (1869), Benedetti, ambassadeur de France à Berlin, entend dire que le prince Léopold de Hohenzollern sollicite le trône ; Paris le charge de faire une enquête. Le sous-secrétaire d'Etat von Thile lui assure sur l'honneur que le gouvernement prussien n'en sait rien. Au cours d'une visite à Paris, Benedetti apprend le point de vue de l'empereur : « Cette candidature est essentiellement antinationale, le pays n'y consentira pas, il faut l'empêcher. »

Soit dit en passant, Louis-Napoléon prouvait ici qu'il était déjà très bas. En fait, pouvait-il y avoir une plus belle « vengeance de Sadowa » que le règne d'un prince prussien en Espagne, les désagréments qui devaient inévitablement en résulter, l'embarras de la Prusse dans les rapports internes des partis espagnols, peut-être bien une guerre, une défaite de la petite flotte prussienne, en tout cas la Prusse mise devant l'Europe dans une position extrêmement grotesque ? Mais Louis-Bonaparte ne pouvait plus se permettre ce spectacle. Son crédit était déjà si ébranlé qu'il s'en tenait au point de vue traditionnel, selon lequel un prince allemand sur le trône d'Espagne mettrait la France entre deux feux et ne pouvait donc être toléré — point de vue enfantin depuis 1830.

Benedetti alla trouver Bismarck pour obtenir d'autres explications et exposer le point de vue de la France (11 mai 1869). Il n'apprit de Bismarck rien de particulièrement précis. Mais Bismarck apprit de lui ce qu'il voulait savoir : que la candidature de Léopold signifiait la guerre immédiate avec la France. Ainsi Bismarck avait dans sa main le pouvoir de faire éclater la guerre quand il lui plairait. En fait, la candidature de Léopold surgit à nouveau en juillet 1870 et elle conduisit aussitôt à la guerre, tant cette hypothèse hérissait Louis-Napoléon. Il ne vit non seulement qu'il était tombé dans un piège. Il savait aussi qu'il s'agissait de son Empire ; il avait peu confiance en la vérité de ce que lui disaient ses vauriens bonapartistes, qui lui assuraient que tout était prêt jusqu'au dernier bouton de capote ; il avait moins confiance encore en leur capacité militaire et administrative. Mais les conséquences logiques de son propre passé le poussaient à la ruine ; son hésitation elle-même accélérât sa chute.

Bismarck, au contraire, n'était pas seulement militairement prêt à la bataille, mais cette fois, il avait en fait le peuple derrière lui, qui, à travers les mensonges diplomatiques des deux parties, ne voyait que cette chose : qu'il s'agissait ici non seulement d'une guerre pour le Rhin, mais d'une guerre pour son existence nationale. Pour la première fois depuis 1813, les réserves et la Landwehr affluèrent en masse sous les drapeaux, empressés et combatifs. La manière dont tout cela s'était produit, quelle partie de l'héritage national deux fois séculaire Bismarck avait promis de sa propre main ou n'avait pas promis à Louis-Napoléon, tout cela était indifférent ; il fallait apprendre une fois pour toutes à l'étranger qu'il n'avait pas à se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne et que l'Allemagne n'était pas destinée à soutenir le trône chancelant de Louis-Napoléon en lui cédant du territoire allemand. Et, devant cet élan national, toutes les différences de classe disparurent, toutes les convoitises rhénanes des cours de l'Allemagne du Sud, toutes les tentatives de restauration de princes bannis s'anéantirent.

Les deux parties s'étaient cherché des alliances. Louis-Napoléon était sûr de l'Autriche et du Danemark, assez sûr de l'Italie. Bismarck avait avec lui la Russie. Mais comme toujours, l'Autriche n'était pas prête, elle ne put intervenir effectivement avant le 2 septembre — et le 2 septembre, Louis-Napoléon était prisonnier des Allemands ; la Russie avait prévenu l'Autriche qu'elle l'attaquerait dès que celle-ci attaquerait la Prusse. En Italie, cependant, la fourbe politique de Louis-Napoléon portait ses fruits ; il avait voulu mettre en train l'unité nationale, mais il avait aussi voulu protéger le pape de cette même unité nationale ; il avait occupé Rome avec des troupes dont il avait maintenant besoin chez lui et qu'il ne pouvait cependant pas retirer sans obliger l'Italie à respecter Rome et la souveraineté du pape, ce qui, de l'autre côté, empêchait l'Italie de lui prêter assistance. Enfin, le Danemark reçut de la Russie l'ordre de se tenir tranquille.

Mais les coups rapides des armes allemandes, de Spickeren et Wœrth à Sedan⁵¹ agirent sur la localisation de la guerre d'une manière plus décisive que toutes les négociations diplomatiques. L'armée de Louis-Napoléon fut battue à chaque combat et finalement les trois quarts en entrèrent prisonniers en Allemagne. Ce n'était pas la faute des soldats, qui s'étaient battus assez courageusement, mais bien celle du chef et du régime. Mais lorsqu'on a érigé son Empire, comme Louis-Napoléon, en s'appuyant sur une bande de canailles, lorsqu'on n'a maintenu cet Empire, dix-huit ans durant, qu'en livrant la France à leur exploitation, lorsqu'on a occupé tous les postes importants de l'Etat avec ces gens et toutes les places subalternes avec leurs complices, il ne faut pas entreprendre de lutte pour la vie ou la mort si l'on ne veut pas être abandonné. En moins de cinq semaines, tout l'édifice de l'Empire dont les philistins européens s'étaient étonnés des années durant, s'écroula ; la révolution du 4 Septembre ne fit que déblayer les décombres ; et Bismarck, qui était parti en guerre pour fonder la *petite Allemagne* se trouva un beau matin fondateur d'une République française.

Selon la propre proclamation de Bismarck, la guerre n'avait pas été dirigée contre le peuple français, mais contre Louis-Napoléon. Avec sa chute, tout motif de guerre disparaissait. C'était ce que s'imaginait aussi le gouvernement du 4 Septembre — pas si naïf par ailleurs — et il fut très surpris lorsque soudain Bismarck montra le junker prussien qui était en lui.

Personne au monde ne hait autant les Français que le junker prussien. Car, non seulement les junkers, jusque-là exempts d'impôts, avaient durement souffert, entre 1806 et 1813, du châtement que les Français leur avaient infligé, et que leur propre vanité avait attiré ; mais ces athées de Français avaient troublé les têtes par leur criminelle révolution, ce qui était bien pire, de telle sorte que l'ancien pouvoir des hobereaux avait été presque complètement enterré, même dans la vieille Prusse ; que les pauvres junkers devaient mener sans cesse un rude combat pour ce qui restait de leur magnificence, et un grand nombre d'entre eux étaient déjà tombés au rang d'une pitoyable noblesse de parasites. On devait s'en venger sur la France, et les officiers junkers de l'armée, sous la direction de Bismarck, s'en chargèrent bien. On s'était fait des listes des contributions de guerre françaises en Prusse, et on estima d'après elles les impositions qu'on devait lever en France dans les villes et dans les départements — en tenant compte naturellement de la richesse beaucoup plus grande de la France. On réquisitionna des vivres, du fourrage, des vêtements, des chaussures, etc., avec un sans-gêne impitoyable. Un maire des Ardennes, qui déclara ne pouvoir faire la livraison exigée, reçut vingt-cinq coups de bâton sans autre forme de procès ; le gouvernement de Paris en a publié la preuve officielle. Les francs-tireurs⁵², qui procédaient selon le décret de 1813 sur la *Landsturm*⁵³ prussienne aussi exactement que s'ils en avaient expressément étudié les dispositions, furent fusillés sans pitié là où on les prenait. Même les histoires

de pendules envoyées en Allemagne sont vraies, le *Journal de Cologne* lui-même en a parlé. Seulement, d'après les conceptions prussiennes, ces pendules n'étaient pas volées ; elles étaient des biens sans possesseurs découverts dans les maisons de campagnes abandonnées des environs de Paris et on les annexait pour les êtres chers restés dans la patrie. Et c'est ainsi que les junkers, sous la direction de Bismarck, prirent soin de ce que, malgré l'attitude irréprochable tant des hommes que d'une grande partie des officiers, le caractère spécifiquement prussien de la guerre fût conservé et rendu inoubliable aux Français et que ceux-ci rendissent responsable l'armée tout entière de l'odieuse mesquinerie des junkers.

Et cependant, il était réservé à ces junkers de rendre au peuple français un honneur qui n'a pas son pareil dans l'histoire tout entière. Lorsque toutes les tentatives pour débloquer Paris eurent échoué, lorsque toutes les armées françaises furent repoussées, lorsque la dernière grande offensive de Bourbaki sur la ligne de liaison des Allemands eut été mise en échec, lorsque la France fut abandonnée à son sort par toute la diplomatie d'Europe sans que celle-ci eût bougé un seul doigt, Paris, affamé, dut capituler. Et les cœurs des junkers battirent encore plus fort lorsqu'ils purent enfin faire leur entrée triomphale dans le foyer impie et se venger pleinement des archi-rebelles parisiens, en tirer cette vengeance complète qui leur avait été interdite en 1814 par le tsar Alexandre et en 1815 par Wellington ; ils pouvaient maintenant châtier à cœur joie le foyer et la patrie de la révolution.

Paris capitula ; il paya 200 millions de contribution de guerre ; les forts furent rendus aux Prussiens ; la garnison abaissa les armes devant les vainqueurs et livra son artillerie de campagne ; les canons des fortifications furent démontés de leurs affûts ; tous les moyens de résistance que possédait l'Etat furent livrés pièce par pièce, mais on ne toucha pas aux véritables défenseurs de Paris, la garde nationale, le peuple parisien en armes. Personne n'exigea leurs armes, ni leurs fusils, ni leurs canons [*Ce furent ces canons, appartenant à la garde nationale et non à l'Etat, — c'est pourquoi on ne les avait pas livrés aux Prussiens —, que, le 18 mars 1871, Thiers donna l'ordre de voler aux Parisiens : il provoqua ainsi l'insurrection dont sortit la Commune.*] ; et, ainsi, pour qu'il fût annoncé au monde entier que la victorieuse armée allemande s'était respectueusement arrêtée devant le peuple de Paris en armes, les vainqueurs n'entrèrent pas dans la ville, ils se contentèrent d'occuper pendant trois jours les Champs-Élysées, — un jardin public, — gardés, surveillés, bloqués par les sentinelles des Parisiens ! Pas un soldat allemand ne mit les pieds à l'Hôtel de Ville, pas un seul ne foula les boulevards et les rares qui furent admis au Louvre pour y admirer les œuvres d'art, avaient dû en demander la permission : c'était en dehors de la capitulation. La France était abattue, Paris était affamé, mais le peuple parisien s'était assuré ce respect par son passé glorieux ; aucun vainqueur n'osait exiger ses armes, n'avait le courage d'aller le trouver chez lui, et de profaner ces rues, champ de bataille de tant de révolutions, par une marche triomphale. Ce fut comme si l'empereur allemand [*Guillaume I^{er}. (N.R.)*] frais émoulu avait tiré son chapeau devant les révolutionnaires vivants de Paris, comme autrefois son frère [*Frédéric-Guillaume IV. (N.R.)*] devant les morts des combattants de Mars de Berlin⁵⁴ comme si l'armée allemande tout entière, derrière lui, présentait les armes.

Mais ce fut le seul sacrifice que s'imposa Bismarck. Sous prétexte qu'il n'y avait pas de gouvernement en France qui pût signer la paix avec lui — ce qui était exactement aussi vrai et aussi faux au 4 septembre qu'au 20 janvier — il avait exploité ses succès d'une manière vraiment prussienne, jusqu'à la dernière goutte, et il ne s'était déclaré disposé à la paix qu'après l'écrasement complet de la France. A nouveau, à la conclusion de la paix elle-même, la « situation favorable fut exploitée sans scrupules », comme on dit en bon vieux prussien. Non seulement on extorqua la somme inouïe de cinq milliards d'indemnité, mais on arracha deux provinces à la France, l'Alsace et la Lorraine allemande avec Metz et Strasbourg, et on les incorpora à l'Allemagne. Par cette annexion, Bismarck intervient pour la première fois en politicien indépendant ; il ne réalise plus à sa manière un programme qui lui est dicté du dehors, mais il traduit dans les faits les produits de son propre cerveau ; c'est ainsi qu'il commet sa première gaffe colossale.

L'Alsace avait été conquise par la France, pour l'essentiel, pendant la guerre de Trente ans. Richelieu avait oublié en cela le solide principe d'Henry IV :

« Que la langue espagnole soit à l'Espagnol, l'allemande à l'Allemand ; mais où l'on parle français, c'est mon lot » ;

Richelieu s'appuya sur le principe de la frontière naturelle du Rhin, de la frontière historique de la Gaule ancienne. C'était de la folie ; mais l'Empire romain germanique, qui comprenait les domaines linguistiques français de Lorraine, de Belgique et même de Franche-Comté, n'avait pas le droit de reprocher à la France l'annexion de pays de langue allemande. Et si Louis XIV, en 1681, s'était emparé de Strasbourg en pleine paix, avec l'aide d'un parti d'inspiration française dans la ville⁵⁵, la Prusse était mai venue de s'en indigner, après qu'elle eut de même fait violence, sans succès toutefois, à la ville libre de Nuremberg en 1796, sans être appelée, bien entendu, par un parti prussien. *[On reproche à Louis XIV d'avoir lâché, en pleine paix, ses chambres de réunion⁵⁶ sur un territoire allemand qui ne lui appartenait pas. Même la jalousie la plus malveillante ne peut reprocher la même chose aux Prussiens. Au contraire. Après avoir, en 1795, fait une paix séparée avec la France en violant directement la Constitution d'Empire, après avoir rassemblé autour d'eux leurs petits voisins, également infidèles, au-delà de la ligne de démarcation dans la première Confédération de l'Allemagne du Nord, ils mirent à profit la situation difficile dans laquelle se trouvaient des Etats du Sud de l'Allemagne, qui désormais poursuivaient seuls la guerre en même temps que l'Autriche, pour des tentatives d'annexion en Franconie. Ils formèrent à Anspach et à Bayreuth, qui étaient prussiennes alors, des chambres de réunion sur le modèle de celles de Louis XIV ; ils prétendirent à une série de territoires voisins, prétentions en face desquelles les prétextes de Louis XIV semblaient lumineusement convaincants. Et lorsque les Allemands furent battus, lorsque les Français entrèrent en Franconie, les Prussiens sauveurs occupèrent Nuremberg, y compris les faubourgs jusqu'aux murs d'enceinte, et ils obtinrent des notables de Nuremberg, tremblants de peur, un traité (2 septembre 1796), par lequel la ville se soumettait à la souveraineté prussienne, sous la condition que... les Juifs ne seraient jamais admis dans la ville. Mais là-dessus, l'archiduc Charles avança, il battit les Français à Wurzburg les 3 et 4 septembre 1796, et ainsi s'envola en fumée bleue cette tentative de faire comprendre de force aux Nurembergeois la mission allemande de la Prusse.]*

La Lorraine fut vendue à la France par l'Autriche en 1735 à la paix de Vienne et devint finalement possession française en 1766. Depuis des siècles, elle n'avait appartenu que nominale­ment à l'Empire germanique, ses princes étaient Français sous tous les rapports et presque toujours, ils avaient été alliés à la France. Il y eut dans les Vosges, jusqu'à la Révolution française une quantité de petites seigneuries qui se comportaient à l'égard de l'Allemagne comme Etats d'Empire immédiats, mais en ce qui concerne la France, ils en avaient reconnu la souveraineté ; elles tiraient profit de cette situation hybride et puisque l'Empire germanique tolérait cela, au lieu de demander des comptes aux seigneurs dynastes, il ne pouvait se plaindre lorsque la France, en vertu de sa souveraineté, prenait sous sa protection contre ces seigneurs expulsés, les habitants de ces domaines.

Au total, ce pays allemand, jusqu'à la Révolution, ne fut pour ainsi dire pas francisé. L'allemand demeura la langue d'enseignement et la langue d'administration pour les relations intérieures, du moins en Alsace. Le gouvernement français favorisait les provinces allemandes qui désormais, depuis le début du dix-huitième siècle, après de longues années de guerres dévastatrices, ne voyaient plus d'ennemis chez elles. L'Empire germanique, déchiré par d'éternelles guerres intérieures, n'était vraiment pas fait pour attirer les Alsaciens à rentrer dans le sein de la mère-patrie ; on avait du moins le calme et la paix, on savait où l'on en était, et ainsi, les philistins qui donnaient le ton étaient familiers des décrets impénétrables de la Providence. A vrai dire, le sort des Alsaciens n'était pas sans exemple, les habitants du Holstein étaient aussi sous la domination étrangère du Danemark.

Vint la Révolution française. Ce que l'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais osé espérer de l'Allemagne, la France le leur donna. Les liens féodaux furent brisés. Le paysan taillable et corvéable devint un homme libre, dans bien des cas propriétaire de sa ferme et de son champ. Dans les villes, le pouvoir des patriciens et les privilèges de corporations disparurent. On chassa la noblesse. Et dans les domaines des petits princes et des petits seigneurs, les paysans suivirent l'exemple de leurs voisins ; ils chassèrent les dynastes, les Chambres de gouvernement et la noblesse, ils se déclarèrent libres citoyens français. Nulle part en France, le peuple ne se rallia à la Révolution avec plus d'enthousiasme que dans les régions de langue allemande. Et alors, lorsque l'Empire germanique déclara la guerre à la Révolution, lorsque les Allemands, qui portaient encore leurs chaînes avec obéissance, se prêtèrent de plus à imposer à nouveau aux Français leur servitude ancienne, et aux paysans alsaciens les seigneurs féodaux qu'ils venaient de chasser, c'en fut fini du germanisme de l'Alsace et de la Lorraine ; elles se

mirent à haïr les Allemands. C'est alors que la *Marseillaise* fut composée à Strasbourg et ce furent des Alsaciens qui la chantèrent les premiers ; les Franco-Allemands, malgré leur langue et leur passé, sur cent champs de bataille, ne firent qu'un seul peuple avec les nationaux français dans la lutte pour la Révolution.

La grande Révolution n'a-t-elle pas fait le même prodige avec les Flamands de Dunkerque, avec les Celtes de Bretagne, avec les Italiens de Corse ? Et lorsque nous déplorons que cela soit arrivé à des Allemands, avons-nous donc oublié toute notre histoire, qui l'a permis ? Avons-nous oublié que toute la rive gauche du Rhin, qui cependant participa passivement à la Révolution, était française d'esprit lorsque les Allemands y revinrent en 1814 ? Qu'elle demeura française d'esprit jusqu'en 1848, où la Révolution réhabilita les Allemands aux yeux des Rhénans ? Que l'enthousiasme de Heine pour les Français, et même son bonapartisme, n'étaient pas autre chose que l'écho de l'état d'esprit de tout le peuple sur la rive gauche du Rhin ?

Lorsque les coalisés entrèrent en France en 1814, c'est justement en Alsace et en Lorraine qu'ils trouvèrent les ennemis les plus décidés, la résistance la plus rude, dans le peuple lui-même ; car on sentait, dans le peuple, le danger qu'il y avait à devoir redevenir allemand. Et cependant, en Alsace-Lorraine, on parlait alors presque exclusivement l'allemand. Mais lorsque ces provinces ne coururent plus le danger d'être soustraites à la France, lorsque l'on eut mis fin aux désirs d'annexion des chauvins romantiques allemands, on comprit qu'il était nécessaire de s'unir de plus en plus à la France, également du point de vue linguistique ; et depuis ce moment-là on fit comme avaient fait chez eux les Luxembourgeois, on procéda à la francisation des écoles. Et, cependant, le processus de transformation alla très lentement ; seule la génération bourgeoise d'aujourd'hui est réellement francisée alors que les paysans et les ouvriers parlent allemand. La situation est à peu près la même qu'au Luxembourg ; l'allemand littéraire céda la place au français (excepté en chaire), mais le patois allemand n'a perdu du terrain qu'à la frontière linguistique et on l'emploie beaucoup plus comme langage familier que dans la plupart des campagnes d'Allemagne.

Tel est le pays que Bismarck et les junkers prussiens, soutenus, comme il semble, par la réminiscence d'un romantisme chauvin inséparable de toutes les questions allemandes, entreprirent de faire redevenir allemand. Il était aussi absurde de vouloir rendre à l'Allemagne Strasbourg, patrie de la *Marseillaise*, que de faire de Nice, patrie de Garibaldi, une ville française. A Nice, cependant, Louis-Napoléon garda les convenances, il fit plébisciter l'annexion et la manœuvre réussit. Indépendamment du fait que les Prussiens détestaient de telles mesures révolutionnaires pour de très bonnes raisons — il n'est jamais arrivé, où que ce soit, que la masse du peuple désirât l'annexion à la Prusse — on ne savait que trop bien que, en Alsace-Lorraine précisément, la population était plus unanime à tenir à la France que les nationaux français eux-mêmes. Ainsi donc on ne fit ce coup de main que par la violence. Ce fut une sorte de vengeance sur la Révolution française ; on arrachait l'un des morceaux qui, justement, avaient été fondus dans la France par la Révolution.

Militairement, l'annexion avait sans doute un objectif. Avec Metz et Strasbourg, l'Allemagne obtenait un front de défense d'une force prodigieuse. Tant que la Belgique et la Suisse demeurent neutres, une offensive française ne peut porter nulle part ailleurs que sur l'étroite bande de territoire qui se trouve entre Metz et les Vosges, et contre cette offensive, Coblenz, Metz, Strasbourg et Mayence constituent le quadrilatère de places fortes le plus puissant et le plus grand du monde. Mais aussi, ce quadrilatère de places fortes, comme celui de l'Autriche en Lombardie [*Forteresse d'Italie du Nord : Vérone, Legnago, Mantoue, Perqueira. (N.R.)*], se trouve pour la moitié en territoire ennemi et il y constitue des citadelles pouvant servir à réprimer la population. Plus encore : pour le compléter, il fallut empiéter en dehors du domaine linguistique allemand, il fallut annexer environ deux cent cinquante mille nationaux français. Le grand avantage stratégique est donc le seul point qui peut excuser l'annexion. Mais y a-t-il une proportion quelconque entre cet avantage et le préjudice que l'on s'est porté par là ? Pour ce qui est l'immense tort moral dans lequel le jeune Empire allemand s'est mis en posant comme son principe fondamental, ouvertement et aux yeux de tous, la violence brutale — le junker prussien n'a pas d'oreilles. Au contraire, il lui faut des sujets récalcitrants, maintenus par la violence ; ils sont des preuves de l'accroissement de la puissance prussienne ; et au fond, il n'en a jamais eu d'autres. Mais ce à quoi il eut dû prendre garde, c'était aux conséquences politiques de l'annexion.

Et celles-ci étaient évidentes. Avant encore que l'annexion eût force de loi, Marx les criait au monde dans une circulaire de l'Internationale : « *L'annexion de l'Alsace-Lorraine fait de la Russie l'arbitre de l'Europe.* » [K. Marx, *Seconde adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs sur la guerre franco-allemande.*] Et les sociaux-démocrates l'ont souvent répété à la tribune du Reichstag, jusqu'à ce que cette vérité fût reconnue finalement par Bismarck lui-même, dans son discours parlementaire du 6 février 1888, gémissant devant le tsar tout-puissant, maître de la guerre et de la paix.

Cela était pourtant clair comme le jour. En arrachant à la France deux de ses provinces les plus fanatiquement patriotes, on la poussait dans les bras de celui qui lui faisait espérer leur retour, on se faisait de la France un ennemi éternel. Sans doute, Bismarck, qui, en l'occurrence, représente dignement et consciencieusement les philistins allemands, exige-t-il des Français qu'ils renoncent à l'Alsace-Lorraine, moralement et non seulement juridiquement, qu'en outre ils se réjouissent comme il faut, étant donné que ces deux morceaux de la France de la Révolution « sont rendus à la mère-patrie », ce dont ils ne veulent absolument rien savoir. Mais, malheureusement, les Français ne le font pas plus que les Allemands ne renoncèrent moralement à la rive gauche du Rhin pendant les guerres napoléoniennes, encore qu'à cette époque celle-ci ne désirât pas leur revenir. Tant que les Alsaciens et les Lorrains réclameront le retour à la France, la France doit s'efforcer et s'efforcera de les recouvrer, elle devra chercher les moyens de le faire, et entre autres elle devra rechercher des alliés. Et contre l'Allemagne, l'allié naturel est la Russie.

Si les deux nations les plus grandes et les plus fortes du continent occidental se neutralisent réciproquement par leur hostilité, s'il y a même entre elles un éternel sujet de discorde, qui les excite à se combattre, l'avantage n'en revient... qu'à la Russie, dont les mains n'en sont alors que plus libres ; la Russie qui, dans ses appétits de conquête, peut être d'autant moins empêchée par l'Allemagne, qu'elle peut attendre de la France un appui sans conditions. Et Bismarck n'a-t-il pas mis la France en position de mendier l'alliance russe, d'être obligée d'abandonner de plein gré Constantinople à la Russie, si la Russie lui promet seulement ses provinces perdues ? Et si, malgré cela, la paix a été maintenue dix-sept années durant, faut-il l'attribuer à un autre fait que celui-ci : le système de réserve inauguré en France et en Russie demande seize ans, et même vingt-cinq ans, depuis les récents perfectionnements allemands, pour fournir le nombre suffisant de classes exercées. Et après avoir été durant dix-sept années déjà le fait dominant de toute la politique de l'Europe, l'annexion n'est-elle pas à l'heure actuelle la cause profonde de toute la crise qui menace de guerre le continent ? Otez ce fait seul et unique, et la paix est assurée.

Avec son français qu'il prononce avec un accent haut-allemand, le bourgeois alsacien, ce vaniteux hybride, qui se donne la contenance de n'importe quel Français pur sang, qui regarde Goethe de haut en bas et s'enthousiasme pour Racine, qui ne s'en trouve pas quitte de la mauvaise conscience de ce qu'il a de secrètement allemand et doit pour cela blaguer dédaigneusement tout ce qui est germanique, de telle sorte qu'il ne peut pas même servir de médiateur entre l'Allemagne et la France — ce bourgeois alsacien est bien sûr un individu méprisable, qu'il soit industriel à Mulhouse ou journaliste à Paris. Mais qui l'a fait ce qu'il est, sinon l'histoire de l'Allemagne des trois siècles passés ? Et jusqu'à il y a peu de temps encore, presque tous les Allemands à l'étranger, surtout les commerçants n'étaient-ils pas de véritables Alsaciens qui reniaient leur qualité d'Allemand, qui se tourmentaient pour s'assimiler la nationalité étrangère de leur nouvelle patrie avec une véritable ardeur de masochistes, et se rendaient ainsi, de leur propre gré, au moins aussi ridicules que ceux des Alsaciens qui s'y trouvent cependant plus ou moins contraints par les circonstances ? En Angleterre, par exemple, toute la société commerçante allemande immigrée entre 1815 et 1840 était anglicisée presque sans exception ; on s'y exprimait presque exclusivement en anglais, et, aujourd'hui encore, à la Bourse de Manchester, par exemple, évoluent quelques vieux philistins allemands qui donneraient la moitié de leur fortune pour pouvoir passer pour de vrais Anglais. C'est seulement depuis 1848 que quelque chose y a été changé, et depuis 1870, même quand le lieutenant de réserve vient en Angleterre et Berlin y envoie son contingent, la façon rampante d'autrefois cède le pas à une arrogance prussienne qui ne nous rend pas moins ridicules à l'étranger.

Et depuis 1871, la réunion à l'Allemagne a-t-elle été plus accommodée au goût des Alsaciens ? Au contraire. On les a mis sous un régime de dictature, tandis qu'à côté, en France, la République régnait.

On a introduit chez eux le système prussien des Landrath, pédantesque et importun, à côté duquel l'ingérence de l'administration préfectorale française — rigoureusement réglée par la loi — si discréditée, paraît d'or. On supprima rapidement tout vestige de la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association, on prononça la dissolution des conseils municipaux récalcitrants et on installa dans les fonctions de maires des bureaucrates allemands. Mais, par contre, on flatta les « notables », c'est-à-dire les nobles et les bourgeois complètement francisés, on les protégea dans leur exploitation des ouvriers et des paysans, qui s'ils n'étaient pas Allemands de mentalité n'en parlaient pas moins l'allemand et représentaient le seul élément sur lequel une tentative de réconciliation eût pu s'appuyer. Et qu'en a-t-on retiré ? Qu'en février 1887, alors que l'Allemagne tout entière se laissait intimider et envoyait au Reichstag le cartel bismarckien⁵⁷, l'Alsace-Lorraine n'élut que des Français décidés, et écarta tout ceux qui étaient suspects des moindres sympathies allemandes.

Ainsi, si les Alsaciens sont ce qu'ils sont, avons-nous le droit de nous en irriter ? Nullement. Leur antipathie à l'égard de l'annexion est un fait historique qui ne saurait être aboli, mais réclame une explication. Et là, nous devons nous demander : combien de fautes historiques énormes, l'Allemagne a-t-elle dû commettre pour que cet état d'esprit fût possible en Alsace ? Et quel aspect notre nouvel Empire allemand doit-il avoir, vu de l'extérieur, si, après dix-sept ans de tentative de re-germanisation, les Alsaciens sont unanimes à nous crier : faites-nous en grâce ? Avons-nous le droit de nous imaginer que deux campagnes heureuses et dix-sept années de dictature bismarckienne suffisent pour effacer tous les effets de la honteuse histoire de trois siècles ?

Bismarck avait atteint son but. Son nouvel Empire prusso-allemand avait été proclamé à Versailles, dans la salle d'apparat de Louis XIV⁵⁸. La France était à ses pieds, désarmée. L'insolent Paris, auquel même lui n'avait pas osé toucher, avait été poussé par Thiers à l'insurrection de la Commune, puis abattu par les soldats de l'ex-armée impériale rentrant de captivité. Tous les philistins d'Europe admiraient Bismarck comme ils en avaient admiré le modèle, Louis-Bonaparte, dans les années cinquante. Avec l'appui de la Russie, l'Allemagne était devenue la première puissance d'Europe, et toute la puissance de l'Allemagne était entre les mains du dictateur Bismarck. Il s'agissait maintenant de savoir ce qu'il saurait faire de cette puissance. Si jusqu'alors il avait réalisé les plans d'unité des bourgeois sans toutefois recourir aux moyens de la bourgeoisie, mais à des moyens bonapartistes, ce thème était maintenant passablement épuisé, il lui fallait faire des plans personnels, il lui fallait montrer les idées qu'il était capable de tirer de son propre fonds. Et cela devait se manifester par l'édification intérieure du nouvel Empire.

La société allemande se compose de grands propriétaires fonciers, de paysans, de bourgeois, de classes moyennes et de travailleurs, qui se groupent à leur tour en trois classes principales.

La *grande propriété foncière* est entre les mains d'un petit nombre de magnats (en Silésie surtout) et d'un grand nombre de propriétaires moyens dont la densité est la plus élevée dans les provinces de la vieille Prusse, à l'est de l'Elbe. Ce sont donc ces junkers prussiens qui dominent plus ou moins toute cette classe. Ils sont eux-mêmes agriculteurs dans la mesure où ils font en majeure partie exploiter leurs biens par des gérants, et, à côté, ils sont souvent possesseurs de distilleries et de sucreries. Leur propriété, là où cela a pu se faire, est attachée à la famille sous forme de majorât. Les fils cadets entrent à l'armée ou dans l'administration civile ; ainsi, de cette petite noblesse foncière dépend une noblesse plus petite encore d'officiers et d'employés, qui, en outre, s'accroît encore par l'anoblissement à outrance des officiers supérieurs et des hauts employés bourgeois. A la limite inférieure de toute cette clique noble se forme tout naturellement une noblesse de parasites, un prolétariat de nobles pique-assiettes qui vit de dettes, de jeu louche, d'indiscrétions, de mendicité et d'espionnage politique. L'ensemble de cette société constitue le monde des junkers prussiens, et elle est l'un des meilleurs appuis du vieil Etat de Prusse. Mais le noyau propriétaire foncier de ce monde de junkers repose quant à lui sur une faible base. L'obligation dans laquelle ils se trouvent de garder leur rang est chaque jour plus dispendieuse ; pour entretenir les fils cadets jusqu'à ce qu'ils obtiennent le grade de lieutenant ou le poste d'assesseur, pour caser les filles, il faut de l'argent ; et, puisque ce sont là des obligations devant la satisfaction desquelles toutes les autres considérations doivent faire silence, il n'est pas étonnant que les revenus ne suffisent pas, que l'on doive signer des lettres de change ou même prendre des hypothèques. Bref, le monde des junkers tout entier est continuellement au bord de l'abîme ; toute catastrophe — guerre, mauvaise récolte ou crise commerciale — menace de l'y précipiter ; rien

d'étonnant donc que depuis un bon siècle, il n'ait été sauvé de la ruine que par des secours de toute sorte venant de l'Etat, et qu'il ne continue à exister que par ces secours. Cette classe, conservée uniquement par des artifices, est vouée à la ruine ; il n'y a pas de secours d'Etat qui puisse la maintenir en vie d'une manière durable. Mais, avec elle, c'est aussi tout le vieil Etat prussien qui disparaît.

Le *paysan* est, politiquement, un élément peu actif. Quand il est lui-même propriétaire, il se ruine de plus en plus à cause des conditions de production défavorables des parcelles prises aux anciennes marks ou aux anciens pâturages communs, sans lesquels il ne peut y avoir élevage de bétail. Quand il est fermier, les conditions sont plus mauvaises encore. La petite exploitation paysanne suppose surtout l'économie naturelle, elle se ruine dans l'économie monétaire. De là : endettement croissant, expropriations massives par les créanciers, recours à l'industrie familiale, uniquement pour ne pas être complètement chassé de la glèbe. Politiquement, la paysannerie est le plus souvent indifférente ou réactionnaire : ultramontaine en Rhénanie par suite d'une vieille haine de la Prusse, dans d'autres régions elle est particulariste ou protestante conservatrice. Dans cette classe, le sentiment religieux sert encore d'expression à des intérêts sociaux ou politiques.

De la *bourgeoisie*, nous avons déjà traité. Depuis 1848, elle a été emportée dans un essor économique inouï. Au développement colossal de l'industrie qui suivit la crise commerciale de 1847, développement déterminé par l'établissement d'une ligne de navigation à vapeur transocéanique qui eut lieu à cette époque, par l'énorme extension des chemins de fer et par les mines d'or de Californie et d'Australie, l'Allemagne avait largement pris part. C'est l'effort de la bourgeoisie pour écarter les obstacles provinciaux au commerce et pour obtenir sur le marché mondial une situation égale à celle de ses concurrents étrangers, qui avait mis en branle la révolution bismarckienne. Maintenant que les milliards français submergeaient l'Allemagne, une nouvelle période d'industrie fiévreuse s'ouvrait à la bourgeoisie, au cours de laquelle elle se révéla pour la première fois grande nation industrielle par un krach national allemand. Elle était déjà alors économiquement la classe la plus puissante de la population ; l'Etat devait obéir à ses intérêts économiques ; la révolution de 1848 avait donné à l'Etat une forme constitutionnelle extérieure dans laquelle la bourgeoisie pouvait aussi dominer politiquement et s'habituer à l'exercice du pouvoir. Cependant, elle était encore fort éloignée du véritable pouvoir politique. Elle n'avait pas été victorieuse dans le conflit contre Bismarck ; le conflit avait été écarté par la révolution effectuée par en haut ; cela lui avait appris que, provisoirement, le pouvoir exécutif ne dépendait d'elle que d'une manière très indirecte encore, qu'elle ne pouvait ni destituer ni imposer de ministres, ni disposer de l'armée. Avec cela, en face d'un pouvoir exécutif énergique, elle était lâche et veule, mais les junkers l'étaient aussi, et elle était plus excusable qu'eux, à cause de son opposition économique directe à la classe ouvrière industrielle révolutionnaire. Mais il était certain qu'elle devait petit à petit anéantir économiquement les junkers, il était certain que, parmi les classes possédantes, elle était la seule qui eût encore des perspectives d'avenir.

La classe moyenne, la petite bourgeoisie se composait en premier lieu de résidus de l'artisanat médiéval, qui, dans l'Allemagne longtemps retardataire, étaient représentés en plus grand nombre que dans le reste de l'Europe occidentale, en second lieu de bourgeois ruinés, en troisième lieu d'éléments de la population non possédante qui s'étaient élevés au petit commerce. Avec le développement de la grande industrie, l'existence de la petite bourgeoisie tout entière perdait tout ce qui lui restait de stabilité ; changement de métier et faillite périodique étaient la règle. Cette classe auparavant si stable, cette classe qui avait été la meilleure troupe de la philistinerie allemande, s'enfonçait, tombait de son bien-être, de sa domesticité, de sa servilité, de sa piété et de son honorabilité anciennes dans la confusion et dans le mécontentement du destin que Dieu lui avait donné en partage. Ce qui restait de l'artisanat appelait à grands cris la restauration des privilèges de corporation ; et pour ce qui est des autres, tantôt ils devenaient doucement démocrates progressistes⁵⁹, tantôt ils allaient jusqu'à se rapprocher de la social-démocratie, et ils se ralliaient directement par endroits au mouvement ouvrier.

Enfin les ouvriers. Pour ce qui est des travailleurs de la campagne, ceux de l'Est tout au moins étaient encore dans un demi-servage, et n'étaient pas capables de discernement. Au contraire, parmi les travailleurs des villes, la social-démocratie avait fait des progrès rapides, elle grandissait dans la mesure où la grande industrie prolétarisait les masses populaires et ainsi mettait au comble l'opposition de classe entre capitalistes et travailleurs. Si les travailleurs social-démocrates étaient encore divisés provisoirement en deux partis rivaux, depuis la parution du *Capital* de Marx, leur opposition de

principe avait cependant pour ainsi dire disparu. Le lassallisme de stricte observance, se bornant à réclamer des « coopératives de production subventionnées par l'Etat », s'endormait petit à petit et se révélait de plus en plus impropre à donner le noyau d'un parti ouvrier bonapartiste et socialiste étatique. Les fautes que certains chefs avaient commises à ce point de vue, le sens non corrompu des masses les avait réparées. L'unité des deux tendances social-démocrates, qui n'était plus retardée que par des questions de personne, était assurée pour un avenir proche. Mais, déjà à l'époque de la scission, et malgré elle, le mouvement était assez puissant pour inspirer de la terreur à la bourgeoisie industrielle et pour la paralyser dans sa lutte contre le gouvernement, encore indépendant d'elle ; d'ailleurs, la bourgeoisie allemande, depuis 1848, ne s'était pas débarrassée du spectre rouge.

Cette répartition des classes était à la base de la répartition des partis au Parlement et dans les Landtags. La grande propriété foncière et une partie de la paysannerie formaient la masse des conservateurs ; la bourgeoisie industrielle donnait l'aile droite du libéralisme bourgeois, les nationaux libéraux, l'aile gauche — le Parti démocrate affaibli ou Parti progressiste — venait des petits bourgeois, soutenus par une partie de la bourgeoisie et des travailleurs. Enfin les travailleurs avaient leur parti à eux, auquel appartenaient également des petits bourgeois, la social-démocratie.

Un homme dans la position de Bismarck et avec le passé de Bismarck devait se dire, avec quelque compréhension de l'état de choses, que, tels qu'ils étaient, les junkers ne représentaient pas une classe viable ; que seule la bourgeoisie, de toutes les classes possédantes, pouvait prétendre à un avenir, et que par conséquent (abstraction faite de la classe ouvrière, dont nous ne voulons pas demander de lui qu'il en comprenne la mission historique) son nouvel Empire promettait d'avoir une existence d'autant plus assurée qu'il le préparerait progressivement à se transformer en un Etat bourgeois moderne. N'exigeons pas de lui ce qui dans ces circonstances lui était impossible. Il n'était ni possible ni même à propos à l'époque de passer immédiatement à la forme de gouvernement parlementaire, avec un Reichstag muni du pouvoir décisif (comme dans la Chambre des communes en Angleterre) ; la dictature exercée selon des formes parlementaires devait paraître encore nécessaire pour l'instant à Bismarck lui-même ; nous ne lui reprochons pas du tout d'avoir commencé par la conserver, nous posons simplement la question de savoir à quoi elle devait être employée. Et là, il est difficile de douter que la seule voie sur laquelle on avait chance d'assurer au nouvel Empire un fondement solide et une calme évolution interne consistait à préparer un Etat qui correspondît à la Constitution anglaise. En abandonnant à la ruine imminente la plus grande partie des junkers, d'ailleurs impossible à sauver, il paraissait toujours possible de laisser se former avec le reste, et avec des éléments nouveaux, une classe de grands propriétaires fonciers indépendants, classe qui ne serait elle-même que la flèche ornementale de la bourgeoisie ; une classe à laquelle la bourgeoisie, elle-même en pleine jouissance de son pouvoir, devrait abandonner la représentation dans l'Etat, et ainsi les postes les plus gras et une très grande influence. En faisant à la bourgeoisie les concessions politiques dont à la longue on ne pouvait la priver (c'est ainsi au moins qu'on devait juger du point de vue des classes possédantes), en lui faisant petit à petit ces concessions, même à faibles doses et rares, on engageait du moins le nouvel Empire dans la voie sur laquelle il lui était possible de rejoindre les autres Etats occidentaux politiquement fort en avance sur lui ; où il secouerait les derniers vestiges de féodalisme, de même que la tradition philistine qui dominait fortement encore la bureaucratie ; et on le rendait capable, avant tout, de se tenir sur ses propres pieds le jour où ses fondateurs, qui n'étaient plus jeunes du tout, rendraient leur âme à Dieu.

Et puis cela n'était même pas difficile. Ni les junkers ni les bourgeois n'avaient d'énergie, même moyenne. Les junkers l'avaient montré depuis soixante ans, l'Etat ayant toujours fait de son mieux pour leur propre bien, contre l'opposition de ces don Quichotte. La bourgeoisie, qu'une longue préhistoire avait de même rendue docile, se ressentait encore durement du conflit ; depuis, les succès de Bismarck brisèrent plus encore sa force de résistance, et la crainte du mouvement ouvrier croissant d'une manière menaçante fit le reste. Dans ces conditions, il ne pouvait pas être difficile à l'homme qui avait exaucé les aspirations nationales de la bourgeoisie de mettre le temps qu'il voudrait à réaliser ses aspirations politiques, encore très modestes dans l'ensemble. Il ne lui fallait que voir clairement son but.

Du point de vue des classes possédantes, c'était là la seule façon rationnelle d'agir. Du point de vue de la classe ouvrière, il se révèle, il est vrai, qu'il était déjà trop tard pour établir un pouvoir bourgeois

durable. La grande industrie, et avec elle bourgeoisie et prolétariat, se constituèrent en Allemagne à une époque où, presque en même temps que la bourgeoisie, le prolétariat pouvait entrer tout seul sur la scène politique, où, par conséquent, la lutte entre les deux classes commence déjà avant que la bourgeoisie ait fait la conquête du pouvoir politique exclusif ou prédominant. Mais si en Allemagne il est trop tard pour un pouvoir solide et tranquille de la bourgeoisie, la meilleure politique était cependant en 1870, dans l'intérêt des classes possédantes en général, de s'engager vers un pouvoir bourgeois. Car c'est seulement par là que l'on pouvait mettre un terme aux nombreuses survivances du temps du féodalisme en décomposition, qui pullulaient encore dans la législation et dans l'administration ; c'est par là seulement qu'il était possible d'acclimater progressivement en Allemagne l'ensemble des résultats de la grande Révolution française, bref, de couper la vieille queue chinoise que l'Allemagne traînait encore derrière elle, de la conduire consciemment et définitivement sur la voie de l'évolution moderne, d'adapter ses conditions politiques à ses conditions industrielles. Si, finalement, la lutte inévitable entre la bourgeoisie et le prolétariat se produisait, elle aurait lieu du moins dans des conditions normales, dans lesquelles chacun pourrait voir de quoi il est question, et non dans la confusion, l'obscurité, les chevauchements d'intérêts et la perplexité que nous avons connus en Allemagne en 1848, avec cette différence seulement que cette fois la perplexité sera exclusivement du côté des possédants ; car la classe ouvrière sait ce qu'elle veut.

Telles que les choses se trouvaient en Allemagne en 1871, un homme comme Bismarck était réduit en fait à une politique louvoyant entre les deux classes. Et là on ne peut rien lui reprocher. Il s'agit seulement de savoir vers quel objectif cette politique était dirigée. Si elle allait, peu importe le temps qu'elle y mettrait, à condition d'y aller consciemment et résolument, vers le pouvoir final de la bourgeoisie, elle était d'accord avec l'évolution historique, dans la mesure où elle pouvait l'être du point de vue des classes possédantes en général. Si elle allait vers le maintien du vieil Etat prussien, vers la prussification progressive de l'Allemagne, elle était réactionnaire et condamnée à un échec final.

Si elle allait vers le simple maintien du pouvoir de Bismarck, elle était bonapartiste et devait finir comme tout bonapartisme.

La tâche suivante était la Constitution de l'Empire. Comme matériel, il y avait d'une part la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord ; d'autre part, les traités avec les Etats allemands du Sud⁶⁰. Les facteurs à l'aide desquels Bismarck devait appeler la Constitution de l'Empire à la vie étaient d'un côté les dynasties représentées au Conseil fédéral, de l'autre le peuple représenté au Reichstag. Dans la Constitution de l'Allemagne du Nord et dans les traités, une limite avait été posée aux prétentions des dynasties. Le peuple, au contraire, pouvait prétendre à une participation considérablement plus étendue au pouvoir politique. Il avait conquis sur le champ de bataille l'indépendance à l'égard de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures et l'unité de l'Allemagne — autant qu'il en pouvait être question il était également appelé, en tout premier plan, à décider de ce que l'on ferait de cette indépendance, de la manière dont cette unité devait être accomplie et mise en valeur dans le détail. Et même si le peuple reconnaissait les bases de droit incluses déjà dans la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et dans les traités, cela n'empêchait pas qu'il pût obtenir, dans la Constitution nouvelle, une participation au pouvoir plus importante que dans les précédentes. Le Reichstag était le seul corps qui représentât dans la réalité l'« unité » nouvelle. Plus la voix du Reichstag avait de poids, plus la Constitution était libre envers les Constitutions particulières des pays, plus l'Empire devait avoir de cohésion, plus le Bavarois, le Saxon, le Prussien devaient se fusionner dans l'Allemand.

Pour qui voyait plus loin que le bout de son nez, cela devait être évident. Mais l'opinion de Bismarck n'était pas du tout celle-là. Au contraire, il se servit de l'ivresse patriotique qui se répandit après la guerre précisément pour amener la majorité du Reichstag à renoncer non seulement à toute extension, mais même à toute détermination précise des droits du peuple, et à se limiter à restituer simplement dans la Constitution de l'Empire la base juridique de la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord et des traités. Toutes les tentatives des petits partis pour exprimer dans la Constitution les droits du peuple à la liberté furent rejetées, même la proposition du Centre catholique demandant d'insérer les articles de la Constitution prussienne relatifs à la garantie de la liberté de la presse, de la liberté de réunion et d'association, de même que de l'indépendance de l'Eglise. La

Constitution prussienne, châtrée deux ou trois fois comme elle l'était, restait donc plus libérale encore que la Constitution de l'Empire. Les contributions ne furent pas votées annuellement, mais fixées une fois pour toutes « par la loi » : ainsi le Reichstag ne peut refuser l'impôt. On appliqua par là à l'Allemagne la doctrine prussienne, incompréhensible au monde constitutionnel non allemand, selon laquelle les représentants du peuple n'ont que le droit de refuser les dépenses sur le papier, tandis que le gouvernement met dans son sac les recettes en espèces sonnantes. Mais tandis que le Reichstag est spolié des meilleurs instruments de pouvoir, et se trouve abaissé à l'humble position de la Chambre prussienne brisée par les révisions de 1849 et de 1850, par la clique de Manteuffel, par le conflit et par Sadowa, le Conseil fédéral jouit pour l'essentiel de tous les pleins pouvoirs que l'ancienne Diète fédérale possédait nominalement ; et il en jouit réellement, car il est délivré des entraves qui paralysaient la Diète. A côté du Reichstag, le Conseil fédéral n'a pas seulement un avis décisif dans la législation, il est aussi la plus haute instance administrative, — c'est lui qui publie les décrets d'application des lois de l'Empire —, et il décide en outre des « insuffisances qui apparaissent lors de l'application des lois impériales... », c'est-à-dire des insuffisances auxquelles seule, dans les autres pays civilisés, une nouvelle loi peut remédier. (Voir art. 7, § 3 très semblable à un cas de conflit juridique.)

Ainsi, Bismarck n'a pas cherché à s'appuyer surtout sur le Reichstag, qui représentait l'unité nationale, mais sur le Conseil fédéral, qui représentait la dispersion particulariste. Il n'a pas eu le courage — lui qui jouait au représentant de l'idée nationale — de se mettre réellement à la tête de la nation ou de ses représentants ; la démocratie devait le servir, mais lui ne devait pas servir la démocratie ; plutôt que de se fier au peuple, il se fia à des chemins tortueux de derrière les coulisses, à la possibilité qu'il avait de se fabriquer au Conseil fédéral, par des moyens diplomatiques, par la carotte et la cravache, une majorité même récalcitrante. La mesquinerie de la conception, la bassesse du point de vue qui se révèlent ici à nous, correspondent tout à fait au caractère du monsieur, tel que nous avons appris à le connaître jusqu'ici. Cependant, nous pouvons nous étonner que ses succès ne lui aient pas permis de s'élever au-dessus de lui-même ne fût-ce qu'un moment.

Quoi qu'il en soit, toute la question fut de donner à la Constitution tout entière une seule pierre angulaire, c'est-à-dire le chancelier d'Empire. Le Conseil fédéral devait obtenir une position qui rendit impossible un pouvoir exécutif autre que celui du chancelier d'Empire, et exclut par là la possibilité d'admettre des ministres responsables. En fait, toute tentative d'organisation de l'administration de l'Empire par la constitution d'un ministère responsable se heurta, empiétant sur les droits du Conseil fédéral, à une résistance invincible. Comme on s'en aperçut bientôt, la Constitution était « faite sur mesure » pour Bismarck. Elle était un pas de plus sur la voie de son pouvoir dictatorial, par la balance des partis au Reichstag et des Etats particuliers au Conseil fédéral, un pas de plus sur la voie du bonapartisme.

Du reste, on ne peut pas dire que — les quelques concessions faites à la Bavière et au Wurtemberg mises à part — la nouvelle Constitution détermine une régression directe. Mais cela, c'est ce que l'on peut en dire de mieux. Les besoins économiques de la bourgeoisie furent satisfaits pour l'essentiel, ses prétentions politiques — pour autant qu'elle en émettait encore — rencontrèrent le même obstacle qu'à l'époque du conflit.

Pour autant qu'elle avait encore des prétentions politiques ! Car il est incontestable que ces prétentions étaient réduites, entre les mains des nationaux-libéraux, à une très modeste mesure, et qu'elles se réduisirent plus encore de jour en jour. Ces messieurs très éloignés de prétendre que Bismarck leur donnât les facilités de collaborer avec lui, aspiraient plutôt à faire sa volonté là où cela convenait et souvent même là où cela ne convenait pas, ou ne devait pas convenir. Bismarck les méprisait, qui pouvait l'en blâmer ? — mais ses junkers étaient-ils donc un grain meilleurs et plus virils ?

Le domaine dans lequel l'unité de l'Empire restait à faire, l'argent, fut organisé par les lois promulguées de 1873 à 1875 sur la monnaie et sur les banques. L'établissement de l'étalon-or fut un grand progrès, mais on ne l'introduisit qu'avec beaucoup d'hésitations et de flottements, et aujourd'hui, il n'est pas encore établi sur une base tout à fait ferme. Le système monétaire que l'on adopta — avec pour unité le tiers de thaler, le mark, avec une division décimale — était celui proposé par Sœtbeer un peu avant 1840. L'unité effective était les vingt marks-or. On pouvait, par un changement de valeur

presque insignifiant, le rendre absolument équivalent soit au souverain-or, soit aux vingt-cinq francs-or ou aux cinq dollars-or américains, et obtenir ainsi une liaison avec l'un des trois grands systèmes monétaires du marché mondial. On préféra créer un système monétaire à part, et entraver ainsi inutilement le commerce et les calculs du cours des changes. Les lois sur la monnaie de papier et sur les banques limitèrent l'escroquerie au papier des petits Etats et des banques des petits Etats, et furent, en considération du krach qui s'était produit entre-temps, d'une certaine timidité, qui convenait à l'Allemagne, dans ce domaine encore inexpérimenté. Ici encore, on assura en gros comme il convenait les intérêts économiques de la bourgeoisie.

Enfin, venait encore la fixation de lois civiles et pénales uniformes. La résistance des Etats moyens à l'extension de la compétence de l'Empire au droit civil matériel fut également surmontée ; mais le code civil est encore en élaboration, alors que la loi pénale, la procédure pénale et civile, le droit commercial, la législation sur les faillites et l'organisation judiciaire sont réglés sur un modèle uniforme. La suppression des normes juridiques matérielles et formelles bariolées des petits Etats était déjà, en elle-même, un besoin pressant de l'évolution bourgeoise progressive, et cette suppression constitue aussi le principal mérite des lois nouvelles beaucoup plus que leur contenu.

Le juriste anglais s'appuie sur un passé juridique qui a sauvé, par-dessus le moyen âge, une bonne partie de la liberté germanique ancienne, qui ignore l'Etat policier, étouffé dans l'œuf au cours des deux révolutions du XVII^e siècle, et atteint son apogée en deux siècles d'évolution continue de la liberté bourgeoise. Le juriste français s'appuie sur la grande Révolution qui, après avoir anéanti totalement le féodalisme et l'arbitraire policier absolutiste, traduisit les conditions de vie économiques de la société moderne nouvellement constituée dans le langage des normes juridiques, dans son code classique proclamé par Napoléon. Quelle est, par contre, la base historique de nos juristes allemands ? Rien d'autre que le processus de décomposition séculaire et passif des vestiges du moyen âge, la plupart du temps produit par des coups venus de l'extérieur, et qui, jusqu'aujourd'hui, n'est pas encore achevé ; une société économiquement arriérée, dans laquelle le junker féodal et le maître de corporation reviennent comme des fantômes cherchant un nouveau corps ; une situation juridique à laquelle l'arbitraire policier — la justice de cabinet étant disparue en 1848 — fait encore chaque jour accrocs sur accrocs. C'est de ces écoles, les pires de toutes, que sont sortis les pères des nouveaux codes de l'Empire, et l'ouvrage est conforme au style de la maison. Abstraction faite du côté purement juridique, la liberté politique est passablement prise à partie dans ces codes. Si les tribunaux d'échevins⁶¹ donnent à la grande et à la petite bourgeoisie un moyen de travailler de concert à mettre en échec la classe ouvrière, l'Etat se couvre cependant autant que possible contre le danger d'une opposition bourgeoise renouvelée en limitant les tribunaux de jurés. Les paragraphes politiques du code pénal sont assez souvent d'une indétermination et d'une élasticité qui font penser souvent qu'ils sont taillés à la mesure du tribunal d'Empire, et celui-ci sur eux. Il va sans dire que ces nouveaux codes constituent un progrès par rapport au droit civil prussien — aujourd'hui, Stocker lui-même ne fabriquerait plus une chose aussi sinistre que ce code prussien, même s'il se fait châtrer. Mais les provinces qui ont connu jusqu'ici le droit français ne ressentent que trop la différence de la copie contrefaite et de l'original classique. Ce fut la défection des nationaux-libéraux à leur programme qui permit ce renforcement du pouvoir étatique aux dépens de la liberté civile, cette première régression positive.

Il faut encore mentionner la loi d'Empire sur la presse. Le code pénal avait déjà réglé pour l'essentiel le droit matériel dont il peut être question dans cet ordre de choses ; ce furent donc l'établissement de dispositions formelles identiques pour tout l'Empire, la suppression des cautions et des droits de timbre qui subsistaient encore ici et là, qui constituèrent le principal contenu de cette loi et, en même temps, le seul progrès effectué par là.

Pour que la Prusse s'avérât encore une fois Etat modèle, on introduisit ce que l'on appelle la gestion directe. Il s'agissait de supprimer les plus choquants vestiges de féodalisme et de tout laisser cependant autant que possible, quant au fond, à l'état ancien. C'est à cela que servit l'organisation des cercles⁶². Le pouvoir de police seigneuriale de messieurs les junkers était devenu un anachronisme. On le supprima quant à la désignation — comme privilège féodal — mais on le restaura quant au fond en créant des districts fonciers autonomes [Gutsbezirke] à l'intérieur desquels ou bien le propriétaire est lui-même régisseur [Gutsvorsteher] de son bien avec les compétences d'un prévôt de commune rural

[landlicher Gemeindevorsteher], ou bien nommé ce régisseur ; on le restaura quant au fond également en reportant en outre toute l'autorité policière et la juridiction de simple police d'un district administratif (Amtsbezirk) à un *Amtsvorsteher* qui, à la campagne, fut presque sans exception un grand propriétaire foncier, qui tint ainsi sous sa férule les communes rurales elles aussi. Le privilège féodal des particuliers leur fut retiré, mais on donna à la classe tout entière les pleins pouvoirs qui s'y rattachaient. C'est par un escamotage semblable que les grands propriétaires fonciers anglais se transformèrent en juges de paix, en seigneurs et maîtres de l'administration rurale, de la police et des juridictions inférieures, et s'assurèrent ainsi sous un titre nouveau, modernisé, la jouissance de tous les postes de pouvoirs essentiels qui ne pouvaient plus subsister sous une forme féodale. Mais c'est aussi la seule similitude entre la « gestion directe » anglaise et la « gestion directe » allemande. Je voudrais bien voir le ministre anglais qui oserait proposer au Parlement la sanction par le gouvernement des fonctionnaires communaux élus, et leur remplacement en cas de vote d'opposition, par les suppléants imposés par l'Etat ; introduire des fonctionnaires d'Etat ayant les compétences des Landraths, des administrations de district et des ober-présidents prussiens ; proposer l'ingérence de l'administration de l'Etat, prévue dans les dispositions d'organisation des cercles, dans les affaires des communes, des cantons, des arrondissements, proposer la suppression du droit de recours aux tribunaux, telle qu'on la trouve presque à chaque page dans l'organisation de cercles, et qui est inconnue dans les pays de langue anglaise et de droit anglais. Et, tandis qu'aussi bien les assemblées de cercles que les assemblées provinciales sont toujours composées, à la manière féodale ancienne, de représentants des trois états : grands propriétaires fonciers, villes, et communes rurales, en Angleterre, même un ministère très conservateur dépose un bill qui transfère toute l'administration des comtés à des magistrats élus à un suffrage presque universel⁶¹.

Le projet d'organisation des cercles pour les six provinces orientales (1871) fut le premier indice qui montra que Bismarck ne pensait pas à fondre la Prusse dans l'Allemagne, mais, au contraire, à renforcer plus encore la solide citadelle du vieux prussianisme, que sont précisément ces provinces. Les junkers conservèrent, sous d'autres noms, tous les pouvoirs essentiels ; les hilotes de l'Allemagne, les travailleurs ruraux de ces régions — domestiques et journaliers — demeurèrent dans la servitude de fait dans laquelle ils s'étaient trouvés jusqu'ici, admis seulement à deux fonctions publiques : à être soldats et à servir aux junkers de bétail à voter pendant les élections au Reichstag. Le service que Bismarck a rendu par là au parti révolutionnaire socialiste est inexprimable et mérite tous les remerciements.

Mais que dire de la stupidité de messieurs les junkers, qui firent des pieds et des mains, comme des enfants mal élevés» contre cette organisation de cercles qui était faite uniquement dans leur intérêt ; qui était faite pour maintenir plus longtemps leurs privilèges féodaux, dissimulés seulement par des noms quelque peu modernisés ? La Chambre prussienne des seigneurs, ou plutôt la Chambre des junkers, commença par rejeter le projet qui traîna pendant toute une année, et elle ne l'accepta qu'après qu'une « journée » de 24 nouveaux « seigneurs » eut été créée. Par là, les junkers prussiens se révélèrent une fois de plus être des réactionnaires mesquins, entêtés, incurables, incapables de former le noyau d'un grand parti indépendant qui aurait une mission historique dans la vie de la nation, comme le font en réalité les grands propriétaires terriens anglais. Ils avaient confirmé par là leur absence totale de discernement ; Bismarck n'eut plus qu'à montrer à tout le monde leur absence de caractère tout aussi absolue et une petite pression employée à bon escient les transforma en un parti Bismarck sans *phrases*. [En français dans le texte. (N.R.) C'est à cela que le *Kulturkampf* devait servir.

L'exécution du plan impérial prusso-allemand devait avoir pour contre-coup la réunion en un seul parti de tous les éléments antiprussiens reposant sur un développement à part. Ces éléments de toutes teintes trouvèrent un drapeau commun dans l'ultramontanisme⁶⁴. La révolte de la saine raison humaine — même chez les innombrables catholiques orthodoxes — contre le nouveau dogme de l'infaillibilité du pape d'une part, l'anéantissement des Etats de l'Eglise et la prétendue captivité du pape à Rome⁶⁵, d'autre part, obligèrent à un rassemblement plus étroit de toutes les forces militantes du catholicisme. C'est ainsi que se constitua au Landtag prussien, au cours même de la guerre — en automne 1870 — le parti spécifiquement catholique du Centre ; lorsqu'il entra au premier Reichstag allemand en 1871, ce parti n'eut que 57 représentants ; mais il se renforça à chaque élection et il eut jusqu'à 100 représentants et plus. Il était composé d'éléments très divers. En Prusse, ses forces principales étaient

les petits paysans rhénans, qui se considéraient encore comme « Prussiens par force » ; ensuite, les grands propriétaires fonciers, les paysans catholiques des évêchés westphaliens de Munster et de Paderborn, et les catholiques de Silésie. Le deuxième contingent important était représenté par les catholiques du Sud, les Bavares surtout. Mais la puissance du Centre était moins dans la religion catholique que dans le fait qu'il représentait les antipathies des masses populaires à l'égard du prussianisme, qui prétendait maintenant à la maîtrise de l'Allemagne. Ces antipathies étaient particulièrement vives dans les régions catholiques ; on trouvait à côté des sympathies pour l'Autriche qui était maintenant rejetée de l'Allemagne. En accord avec ces deux courants populaires, le Centre était résolument particulariste et fédéraliste.

Ce caractère essentiellement antiprussien du Centre fut aussitôt reconnu par les autres petites fractions du Reichstag qui, pour des raisons locales — et non pas, comme les social-démocrates, pour des raisons d'ordre national et général — étaient contre la Prusse. Non seulement les catholiques — Polonais et Alsaciens —, mais même les wuelfes protestants⁶⁶ se sont étroitement alliés au Centre. Et, bien que les fractions bourgeoises libérales ne comprirent jamais le caractère véritable des ultramontains, elles montrèrent cependant qu'elles avaient une certaine idée du caractère de l'état de chose réel, en donnant au Centre le titre de « sans-patrie » et d'« ennemi de l'Empire »... [Le manuscrit s'interrompt à cet endroit. (N.R.)]

Rédigé fin décembre 1887-mars 1888.

Publié pour la première fois dans la revue « Die Neue Zeit », Bd. 1, n^{os} 22-26, 1895-1896.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée par les Editions Sociales, Paris, 1947.

Notes :

1. Le présent ouvrage constitue le quatrième chapitre de la brochure *Le Rôle de la violence dans l'histoire* qu'Engels ne put jamais achever. Les chapitres de la deuxième section de l'*Anti-Dühring*, réunis sous le titre commun de « Théories de la violence », devaient constituer, une fois remaniés, les trois premiers chapitres de cette brochure. Engels s'y proposait d'analyser sous un angle critique l'ensemble de la politique de Bismarck et de montrer, à l'exemple de l'histoire de l'Allemagne après 1848, la justesse des conclusions théoriques formulées dans l'*Anti-Dühring* sur l'interdépendance de l'économie et de la politique. Le chapitre ne fut pas achevé. L'analyse de l'évolution de l'Allemagne n'embrasse que la période allant jusqu'en 1888. Dans *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, Engels caractérise les voies éventuelles de l'unification de l'Allemagne, en dégagant les causes qui ont conditionné son unification par « en haut », sous l'égide de la Prusse. Soulignant le caractère progressiste du fait même de l'unification, bien que réalisée par cette voie, Engels montre du même coup toute l'étroitesse historique et le caractère bonapartiste de la politique de Bismarck qui amena en définitive l'affermissement d'un Etat policier en Allemagne, l'empire des junkers, l'extension du militarisme. Engels met à nu le caractère hybride et la lâcheté de la bourgeoisie allemande qui s'avéra incapable de défendre jusqu'au bout ses propres intérêts et d'obtenir la suppression définitive des survivances féodales. Engels soumet à une critique foudroyante la politique extérieure belliciste des classes dominantes de l'Allemagne qui trouva son expression éclatante dans le pillage de la France, en 1871, et dans l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. En analysant la situation à l'intérieur de l'empire allemand et la répartition des forces de classe, mettant à nu les contradictions internes qui lui furent inhérentes dès le début de son existence, ses aspirations militaristes et agressives, Engels est amené à conclure à son krach inévitable. L'ouvrage d'Engels montre à l'évidence qu'il n'y avait en Allemagne qu'une seule classe, le prolétariat, qui pouvait prétendre, et de droit, au rôle d'interprète d'intérêts authentiquement nationaux de tout le peuple.

2. *La Diète fédérale*, l'organisme central de la Ligue allemande (créée par décision du congrès de Vienne, le 8 juin 1815, et représentant l'union des Etats féodaux absolutistes allemands) qui siégeait à Francfort-sur-le-Main, fut l'instrument de la politique réactionnaire des gouvernements allemands. En 1848-1849, elle mit fin à ses activités à la suite de la dissolution de la confédération, reprit ses activités en 1850 lorsque la Ligue fut rétablie. La Confédération cessa définitivement d'exister pendant la guerre austro-prussienne de 1866.

3. La « folle année » (« das tolle Jahr »), nom donné par quelques historiens et littérateurs réactionnaires à l'année 1848. L'expression fut empruntée à l'écrivain Ludwig Bechstein qui fit paraître, en 1833, un roman portant ce nom et consacré aux troubles de 1509 à Erfurt.
4. Il s'agit de l'incidence qu'a eu sur le développement du commerce international la découverte de nouveaux gisements d'or en 1848 en Californie et en 1851 en Australie.
5. *Les fêtes de Warburg* furent organisées par les groupements d'étudiants allemands (Burschenschafts), le 18 octobre 1817, à l'occasion du 300^e anniversaire de la Réforme et du 4^e anniversaire de la bataille de Leipzig de 1813. Les fêtes se transformèrent en une manifestation d'étudiants qui affirmèrent leur opposition au régime réactionnaire de Metternich et intervenaient pour l'unité de l'Allemagne.
6. *La fête des libéraux de Hambach*, manifestation politique organisée le 27 mai 1832 près le château de Hambach, en Bavière, par les représentants de la bourgeoisie libérale et radicale allemande. Les participants à ces fêtes lançaient les appels invitant tous les Allemands à s'unir contre les souverains allemands au nom de la lutte pour les libertés bourgeoises et les transformations constitutionnelles.
7. *La guerre de Trente ans (1618-1648)* fut provoquée en Europe par les antagonismes exacerbés entre protestants et catholiques. L'Allemagne fut le théâtre principal des opérations. Pillée, dévastée, elle fut aussi l'enjeu de prétentions territoriales des protagonistes du conflit. Celui-ci se termina en 1648 par la conclusion de la paix de Westphalie qui consacra le morcellement politique de l'Allemagne.
8. *Reichsdeputationshauptschluss*, commission composée de représentants des Etats de l'empire allemand élue en octobre 1801 par le parlement ; après de longs débats et sous la pression de représentants de la France et de la Russie (qui avaient conclu, en octobre 1801, un accord secret pour régler les questions territoriales dans l'Allemagne rhénane en faveur de la France napoléonienne), elle prit la décision, le 25 février 1803, de supprimer les 112 Etats allemands et de remettre leurs domaines principalement à la Bavière, au Wurtemberg, au Bade et à la Prusse.
9. Il s'agit de la discussion et de la ratification par le parlement de Ratisbonne, organe suprême du Saint-Empire romain germanique composée de représentants des Etats allemands, de la décision imposée par la France et la Russie sur le règlement des questions territoriales dans l'Allemagne rhénane (voir note n° 14). A partir de 1663, le parlement siégea à Ratisbonne.
10. Engels fait allusion à la conclusion à Paris, le 3 mars (19 février) 1859, d'un traité secret, par la Russie et la France. Par ce traité, la Russie s'engageait à respecter une neutralité bienveillante dans le cas d'une guerre entre la France et la Sardaigne, d'une part, et l'Autriche, de l'autre. Pour sa part, la France s'engageait à soulever la question de la révision des clauses du Traité de paix signé en 1856 à Paris qui limitait la souveraineté de la Russie dans la mer Noire.
11. Marx fait allusion aux faits suivants de la biographie de Louis Bonaparte : désireux de gagner la popularité, il voulait acquérir la confiance de divers partis d'opposition, notamment, de carbonari italiens. En 1832, il se fait naturalisé Suisse dans le canton de Turgau ; le 30 octobre 1836, soutenu par deux régiments d'artillerie, il tenta de fomenter une émeute à Strasbourg ; en 1848, lors de son séjour en Angleterre, Louis Bonaparte entra de son gré, dans un détachement spécial de constantes (policiers de réserve recrutés parmi les civils en Angleterre) qui fit échouer, le 10 avril 1848, une manifestation chartiste.
12. Engels emploie un terme adopté pour exprimer l'un des principes de la politique étrangère des milieux gouvernants du Second empire (1852-1870). C'est le prétendu « principe des nationalités » dont les classes dirigeantes de grands Etats faisaient largement usage pour couvrir leurs projets annexionnistes et leurs aventures dans l'arène internationale. N'ayant rien à voir avec la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce principe visait à attiser l'animosité entre nationalités, à faire du mouvement national, de celui de petits peuples surtout, un instrument de la politique contre-révolutionnaire des grands Etats rivaux.
13. Il s'agit des frontières de la France établies par *traité de Lunéville* signé le 9 février 1801 entre la France et l'Autriche. Il reconnaissait notamment à la France l'annexion de la rive gauche du Rhin, de la Belgique et du Luxembourg.
14. Il s'agit du Congrès de Paris qui avait réuni les représentants de France, de Grande-Bretagne, d'Autriche, de Russie, de Sardaigne, de Prusse et de Turquie et qui aboutit à la conclusion, le 30 mars 1856, du traité de paix mettant fin à la guerre de Crimée.
15. *La paix de Bâle* fut signée séparément par la Prusse avec la République française le 5 avril 1795. La Prusse trahissait ainsi ses alliés de la première coalition antifrançaise.

16. C'est en ces termes que le ministre des Affaires étrangères von Schleinitz caractérisa, en 1859, la politique étrangère de la Prusse pendant la guerre qui opposa la France et le Piémont à l'Autriche. Cette politique consistait à ne pas adhérer à aucune des parties belligérantes, tout en ne proclamant pas sa neutralité.

17. Il s'agit de la *Société Générale du Crédit Mobilier*, importante banque par actions fondée en France en 1852, dont les revenus principaux provenaient de spéculations sur des traites ou lettres de crédit. La banque était étroitement liée aux milieux gouvernementaux du Second Empire. Elle subit une banqueroute en 1867 et fut liquidée en 1871.

18. *La Confédération du Rhin*, l'union politique qui groupa certains Etats allemands du Sud et du Nord, fondée en juillet 1806 et placée sous la protection de Napoléon I^{er}. La Confédération groupait plus de vingt Etats, qui devinrent en réalité les vassaux de la France. Elle s'effondra en 1813 à la suite de la défaite de l'armée napoléonienne.

19. Il s'agit des forteresses de la Confédération germanique situées principalement à proximité de la frontière française ; leurs garnisons se recrutaient parmi les forces armées des Etats les plus importants de la Confédération, notamment les troupes autrichiennes et prussiennes.

20. Engels fait allusion au gouvernement réactionnaire du prince Schwarzenberg, formé au mois de novembre 1848, après l'échec de la révolution démocratique bourgeoise dont le soulèvement populaire du 13 mars 1848 à Vienne marqua le début.

21. L'expression « politique réaliste » (« real politik ») fut employée pour caractériser la politique de Bismarck que ses contemporains jugeaient fondée sur le calcul.

22. Il s'agit de l'attaque de Frédéric-Guillaume II contre la Silésie, possession de l'Autriche, en décembre 1740.

23. Le 14 octobre 1806, l'armée prussienne fut anéantie par les Français à Iéna et Auerstedt. La défaite de la Prusse était totale.

24. *La Landwehr*, formation militaire dans l'armée prussienne issue des milices populaires, organisées en 1813 pour lutter contre les armées napoléoniennes ; les recrues (selon l'âge) étaient versées soit dans l'armée active soit assuraient le service des garnisons.

25. *Libéraux de sous-préfecture du Sud*, les libéraux partisans de la transformation de l'Allemagne en un Etat fédéral à l'instar de la Suisse, divisée en cantons dotés d'une auto-administration.

26. Il s'agit du coup d'Etat opéré en Prusse en novembre-décembre 1848 et de la période de réaction qui s'ensuivit.

27. « *Der Sozialdemokrat* », hebdomadaire, organe central du Parti social-démocrate d'Allemagne, parut de septembre 1879 à septembre 1888 à Zurich et d'octobre 1888 au 27 septembre 1890 à Londres. Marx ainsi qu'Engels, qui collabora au journal durant tout le temps de sa publication, aidèrent la rédaction à appliquer une ligne prolétarienne s'inspirant des principes du parti, critiquaient et redressaient ses erreurs et hésitations.

28. En 1858, le prince-régent Guillaume fit démissionner le ministère de Manteuffel et appela au pouvoir les libéraux modérés ; cette politique fut baptisée dans la presse bourgeoise d'un nom ronflant de « l'ère nouvelle ». En fait, elle ne visait qu'à renforcer la position de la monarchie prussienne et des junkers. Cette « ère nouvelle » prépara en fait la dictature de Bismarck venu au pouvoir en septembre 1862.

29. Le *conflit* dit *constitutionnel* entre le gouvernement prussien et la majorité bourgeoise libérale du Landtag surgit en février 1860 lorsque cette majorité refusa d'approuver le projet de réorganisation de l'armée présenté par le ministre de la Guerre von Roon. En mars 1862, la majorité libérale de la Chambre refusant à nouveau de ratifier le budget militaire, le gouvernement prononça la dissolution du Landtag et fixa les nouvelles élections. A la fin de septembre 1862 fut formé le ministère contre-révolutionnaire de Bismarck qui, en octobre de la même année, a de nouveau dissous le Landtag et mit en place une réforme militaire en y consacrant des sommes sans l'approbation du Landtag. Le conflit ne se termina qu'en 1866, lorsque, après la victoire de la Prusse sur l'Autriche, la bourgeoisie prussienne capitula devant Bismarck.

30. En réponse à l'entrée des troupes austro-bavaroises à Kourgessen, le gouvernement prussien proclama, au début de novembre 1850, la *mobilisation* et y envoya son armée. Le 8 novembre les détachements d'avant-garde austro-bavarois et prussiens se heurtèrent à Bronzelle. L'affrontement révéla de grands défauts du système militaire de l'armée prussienne, notamment son armement vieilli. La Prusse dut renoncer aux hostilités et capitula devant l'Autriche.

31. *La Ligue nationale* fut fondée les 15-16 septembre 1859 au congrès des bourgeois libéraux à Francfort-sur-le-Main. Ses promoteurs visaient à réaliser l'unification de toute l'Allemagne, sauf l'Autriche, sous l'égide de la

Prusse. Après la formation de la Ligue de l'Allemagne du Nord, le 11 novembre 1867, la Ligue se déclara dissoute.

32. Allusion au livre de Louis Bonaparte *Des idées napoléoniennes* paru à Paris en 1839.

33. Le 8 février 1863, pendant l'insurrection de libération nationale en Pologne, une convention fut signée par la Russie et la Prusse prévoyant les actions conjuguées des troupes des deux États contre les insurgés. Dès avant la signature de cette convention, les troupes prussiennes renforcèrent la garde de ses frontières pour ne pas laisser les insurgés passer en territoire prussien.

34. Après la mort du roi danois Frédéric VII, l'Angleterre et la Prusse présentèrent, le 16 janvier 1864, l'ultimatum au gouvernement danois exigeant d'abroger la Constitution de 1863 qui associa le Schleswig au Danemark. Celui-ci refusa d'accepter l'ultimatum, ce qui poussa l'Autriche et la Prusse à entamer les hostilités, et vers le mois de juillet 1864, les troupes danoises furent battues en brèche. La France et la Russie observèrent, durant toute la guerre, neutralité bienveillante à l'égard de l'Autriche et de la Prusse. Aux termes du traité de paix conclu le 30 octobre 1864 à Vienne, le territoire des duchés, y compris les parties où prédominait la population allemande, fut proclamé la possession commune de l'Autriche et de la Prusse, et après la guerre austro-prussienne de 1866, il fut annexé à la Prusse.

35. Le *protocole de Varsovie* signé le 5 juin (24 mai) 1851 par les représentants de la Russie et du Danemark, et aussi le *protocole de Londres* signé le 8 mai 1852 par la Russie, l'Autriche, la France, la Prusse et la Suède et par les représentants du Danemark, proclamaient indivises les possessions de la couronne danoise, y compris les duchés de Schleswig et de Holstein.

36. *L'expédition du Mexique*, intervention armée de la France réalisée en 1862-1867, d'abord de concert avec l'Angleterre et l'Espagne. Elle visait à écraser la révolution mexicaine et faire du pays une colonie d'États européens. La lutte de libération menée par le peuple mexicain mit en déroute les interventionnistes français qui se virent contraints, en 1867, de rappeler leurs troupes.

37. *La Confédération germanique*, issue du Congrès de Vienne (8 juin 1815), groupait les États féodaux absolutistes allemands et consacrait le morcellement politique et économique de l'Allemagne. La Confédération cessa d'exister pendant la guerre austro-prussienne de 1866 et céda la place à la Confédération de l'Allemagne du Nord.

38. L'expression « la guerre fraîche et joyeuse » fut employée pour la première fois en 1853 par H. Léo, historien et publiciste réactionnaire ; par la suite, on l'utilisait aussi dans un esprit militariste et chauvin.

39. *La Confédération de l'Allemagne du Nord*, instaurée sous l'égide de Prusse, en 1867, sur l'initiative de Bismarck, comprenait 19 États et trois villes libres. Sa fondation fut une étape décisive de la réunification de l'Allemagne sous la suzeraineté de Prusse. En janvier 1871, la Confédération cessa d'exister à la suite de la création de l'Empire allemand.

40. Il s'agit de la guerre austro-prussienne de 1866 qui mit aux prises d'un côté l'Autriche, la Saxe, le Hanovre, la Bavière, le Bade, le Wurtemberg, la Hesse, la Hesse-Darmstadt et autres membres de la Ligue Allemande et de l'autre la Prusse avec Meklenbourg, Oldenbourg et d'autres villes de l'Allemagne du Nord, ainsi que trois villes libres.

41. Au printemps 1866, l'Autriche porta plainte à la Diète contre l'infraction par la Prusse à l'accord sur l'administration commune du Schleswig et du Holstein. Bismarck refusa de se plier à la décision de la Diète qui, sur proposition de l'Autriche, déclara la guerre à la Prusse. Au cours des hostilités, la Prusse s'avérant victorieuse, la Diète fut obligée de quitter Francfort-sur-le-Main pour aller s'installer à Augsbourg où, le 24 août 1866, elle proclama la fin de ses activités.

42. Au mois de septembre 1866, la Chambre des députés prussienne entérina le projet de loi déposé par Bismarck qui dégageait le gouvernement de toute responsabilité pour la dépense des sommes qui n'avaient pas été ratifiées par la voie législative au cours du conflit constitutionnel.

43. Engels fait allusion à la bataille qui décida de l'issue de la guerre austro-prussienne, près de la ville Königgrätz (aujourd'hui Hradec Karlove, Bohême), non loin du village de *Sadowa*, le 3 juillet 1866. Cette bataille se termina par une défaite des troupes autrichiennes.

44. *La Constitution prussienne*, entérinée le 17 avril 1867 par le Reichstag constituant de la Confédération, consacrait la suzeraineté de fait que la Prusse y exerçait. Le roi de Prusse fut proclamé président de la Confédération et commandant en chef de ses forces armées ; il se voyait désormais confier la direction de la politique étrangère. Les pouvoirs législatifs du Reichstag, élu au suffrage universel, furent fortement restreints : les lois ratifiées n'entraient en vigueur qu'après leur approbation par le Conseil fédéral d'orientation réactionnaire et le président. Cette Constitution servit de type pour la législation politique de l'empire allemand. Aux termes de

la *Constitution de 1850* la Prusse conservait la Chambre des seigneurs nommés presque tous parmi la noblesse féodale, les pouvoirs du Landtag furent limités à l'extrême, il fut privé de l'initiative législative. Le roi nommait des ministres responsables ; le gouvernement se voyait accorder le droit d'instituer des tribunaux spéciaux pour juger les affaires de haute trahison. La Constitution de 1850 resta en vigueur en Prusse après la constitution de l'empire allemand en 1871.

45. « *The Manchester Guardian* », journal bourgeois anglais, organe des partisans du libre-échange, plus tard, organe du parti libéral ; fondé à Manchester en 1821.

46. *Le Parlement douanier*, organe dirigeant de l'Union douanière modifié après la guerre de 1866 et la conclusion par la Prusse et les Etats du Sud, le 8 juillet 1867, d'un accord qui prévoyait la mise sur pied de cet organe. Le Parlement comprenait des membres du Reichstag de la Ligue de l'Allemagne du Nord et des députés des Etats du Sud spécialement élus : Bavière, Bade, Wurtemberg et Hesse. Sa compétence se limitait aux questions du commerce et de la politique douanière. Les tentatives de Bismarck d'étendre le champ de ses activités, d'y inclure les questions politiques furent contrecarrées par l'opposition rigoureuse des Etats allemands du Sud.

47. C'est le Main qui marquait la frontière entre la Confédération de l'Allemagne du Nord et les Etats allemands du Sud.

48. Le traité de paix signé par l'Italie et l'Autriche le 3 octobre 1866, à Vienne restituait Venise à l'Italie qui avait pris part à la guerre austro-prussienne aux côtés de la Prusse, mais ne satisfaisait pas ses prétentions territoriales sur Trieste et le Tyrol méridional.

49. Engels fait allusion à l'expression « l'Italie est un concept géographique », que le chancelier autrichien Metternich employa dans une dépêche envoyée, le 6 août 1847, au comte Apponyi, ambassadeur à Paris et qu'il utilisa également par la suite en parlant de l'Allemagne.

50. *La Conférence de Londres*, consacrée à l'affaire du Luxembourg, se déroula du 7 au 11 mai 1867. Elle réunit des représentants diplomatiques d'Autriche, de Russie, de Prusse, de France, d'Italie, des Pays-Bas et du Luxembourg. Aux termes du traité signé le 11 mai, le grand-duché du Luxembourg (le roi de Hollande continua à porter le titre de grand-duc), devenait un Etat neutre. La Prusse devait retirer sa garnison de la forteresse du Luxembourg et Napoléon III abandonner ses prétentions de rattacher le Luxembourg à la France.

51. Le 6 août 1870, au cours des batailles de spickeren (Lorraine) et de Wœrth (Alsace), les troupes prussiennes défirent totalement l'armée française. A la bataille de Sedan le 2 septembre 1870, une des plus importantes de la guerre franco-allemande, l'armée française capitula.

52. Les *francs-tireurs* prirent une part active à la lutte contre les Prussiens dans la guerre franco-allemande de 1870-1871.

53. *Le décret sur la Landsturm*, loi promulguée en Prusse, le 21 avril 1813, qui prévoyait la création de détachements de volontaires agissant à l'arrière sur les flancs de l'armée napoléonienne.

54. Le 19 mars, le peuple insurgé de Berlin obligea Frédéric-Guillaume IV de monter sur le balcon du palais et de se découvrir devant les cadavres de ceux qui avaient péri au cours de l'insurrection populaire du 18 mars 1848.

55. Sur l'ordre de Louis XIV, la ville de Strasbourg, intégrée alors à l'empire allemand, fut envahie, le 30 septembre 1681, par les troupes françaises. Le parti catholique de la ville, dirigé par l'évêque Fürstenberg, salua la réunion de la ville à la France et fit tous ses efforts pour qu'on n'opposât pas de résistance aux Français.

56. *Les chambres de réunion*, créées par Louis XIV en 1679-1680, devaient justifier, sur les plans juridique et historique, les prétentions de la France d'annexer tel ou tel territoire d'Etats voisins, qui était aussitôt occupé par les troupes françaises.

57. *Cartel bismarckien*, bloc des deux partis conservateurs (« conservateurs » et « conservateurs libres ») et des nationaux-libéraux formé après la dissolution du Reichstag par Bismarck en janvier 1887 et qui donnait son appui au gouvernement de Bismarck. Le Cartel remporta la victoire aux élections, en février 1887, en occupant une situation prépondérante au Reichstag (220 sièges). Bismarck, avec l'appui de ce bloc, fit voter des lois réactionnaires dans l'intérêt des junkers et de la grande bourgeoisie. L'exacerbation des contradictions entre les partis au sein du bloc et l'échec subi aux élections de 1890 (132 sièges) amenèrent sa désagrégation.

58. Engels pense au 18 janvier 1871, jour où le roi de Prusse Guillaume I^{er} fut couronné empereur d'Allemagne à Versailles.

59. *Démocrates progressistes*, représentants du parti bourgeois fondé en juin 1861. Le parti progressiste réclamait l'unification de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse, la convocation d'un parlement panallemand et la formation d'un ministère libéral responsable devant la Chambre des députés.

60. Il s'agit de droits spéciaux de la Bavière et du Wurtemberg consacrés par les accords concernant leur adhésion (novembre 1870) à la Ligue de l'Allemagne du Nord et par la Constitution de l'empire allemand. La Bavière et le Wurtemberg conservaient notamment une taxe spéciale sur les spiritueux et la bière, une administration autonome des postes et télégraphes. Une commission spéciale pour les questions de la politique étrangère composée de représentants de Bavière, du Wurtemberg, ainsi que de Saxe et jouissant du droit de « veto », fut créée dans le Conseil fédéral.

61. *Tribunaux des échevins*, cours de première instance, instituées dans certains Etats allemands après la révolution de 1848 et, à partir de 1871, dans tout l'empire. Ils se composaient à l'époque d'un juge de la Couronne et de deux assesseurs (échevins) qui, à la différence des jurés, n'établissaient pas seulement la culpabilité des inculpés, mais fixaient avec le juge le châtement ; pour être nommé assesseur un cens de durée de résidence et de fortune était requis.

62. Il s'agit de la *réforme administrative de 1872 en Prusse* qui abolit le pouvoir héréditaire des hobereaux à la campagne et introduisit des éléments d'auto-administration dans les localités, les junkers conservèrent en fait leurs pouvoirs sur place car la majorité de postes élus ou désignés étaient occupés par eux ou leurs hommes liges.

63. Il s'agit de la *réforme de l'administration locale d'Angleterre* adoptée en 1888. Elle remettait les fonctions des shérifs aux conseils de comtés élus qui s'occupaient de la perception des impôts, du budget local, etc. Pouvaient prendre part aux élections des conseils toutes les personnes jouissant du droit d'élire au parlement, ainsi que les femmes ayant 30 ans révolus.

64. *Ultramontanisme*, tendance réactionnaire du catholicisme qui visait à assurer l'influence illimitée du pape dans les affaires religieuses et temporelles de tout Etat. Sa victoire amena le Concile du Vatican, tenu en 1870, à proclamer le dogme de l'infailibilité pontificale.

65. En 1870, à la suite du plébiscite organisé le 2 octobre dans la cité des Etats pontificaux, ceux-ci furent inclus au Royaume d'Italie ; cet événement marqua l'achèvement de l'unification politique du pays. Le pape perdait son pouvoir temporel. Son pouvoir ne s'étendait plus qu'aux palais du Vatican et du Latran et à sa résidence en dehors de la cité. En réponse, le pape se déclara « prisonnier du Vatican ». Le conflit qui durant de longues années mit aux prises le pape et le gouvernement italien ne fut résolu officiellement qu'en 1929.

66. *Les Wuelfs* protestants, parti de Hanovre qui se constitua en 1866 après la réunion de Hanovre à la Prusse (le parti tire son nom de la vieille famille ducale de Hanovre). Le parti voulait rétablir les droits de la maison royale hanovrienne et obtenir l'autonomie de Hanovre au sein de l'empire allemand. Il n'adhéra au centre que poussé par ses aspirations particularistes et antiprussiennes.